

Décembre 2021

Guide pour la mise aux normes des locaux de **stockage** des produits **phytopharmaceutiques** à usage **professionnel**



Corder
COORDINATION RECHERCHE ET DEVELOPPEMENT RURAL


PROTECT'eau


Mission Wallonne
des Secteurs Verts

PreventAgri



Avec le soutien de
la

Wallonie



Comité régional PHYTO -
asbl CORDER
Laurence Janssens
Croix du Sud 2, L7.05.03
1348 Louvain-la-Neuve
Tel : +32 (0) 10 47 37 54
crphyto@uclouvain.be
www.corder.be/crphyto

PROTECT'eau asbl
Armelle Copus
Avenue de Stassart 14 - 16
5000 Namur
Tel : + 32 (0) 81 72 89 92
info@protecteau.be
www.protecteau.be

PreventAgri
Frédéric Gastiny
Rue du Roi Albert 87
7370 Dour
Tel : +32 (0) 65 61 13 70
info@preventagri.be
www.preventagri.be

Introduction

Ces dernières années, la législation concernant l'utilisation et le stockage des produits phytopharmaceutiques (PPP) a été fortement remaniée.

Conscients des difficultés que cela représente pour les utilisateurs de PPP, le Comité régional PHYTO de l'asbl CORDER, PROTECT'eau et PreventAgri ont uni leurs efforts afin de réaliser un outil à la fois simple d'utilisation et complet destiné à faciliter la mise en conformité des locaux phyto et le respect des règles de sécurité.

Cette brochure s'adresse à tous les utilisateurs professionnels de PPP (agriculteurs, entrepreneurs agricoles, gestionnaires des espaces publics, entrepreneurs de parcs et jardins, horticulteurs, ouvriers des secteurs verts...). Elle comprend l'ensemble des exigences réglementaires fédérales et wallonnes ainsi que les exigences des principaux cahiers des charges en matière de stockage des PPP.

Utilisation

Pour utiliser correctement cette brochure, chaque utilisateur doit sélectionner les onglets contenant les exigences qui lui sont applicables en suivant trois étapes :

1^{ère} étape

L'utilisateur **doit** consulter les onglets 1 et 2 ainsi que les onglets 3, 4 ou 5. En effet, selon la quantité de produits stockés, ces trois onglets reprennent les exigences que tout utilisateur de produits phytopharmaceutiques doit respecter.

2^{ème} étape

Si l'utilisateur est soumis à l'autocontrôle et/ou si son établissement est certifié Vegaplan :

il doit consulter l'onglet 6.

Si l'établissement est certifié GLOBALG.A.P. :

il doit consulter l'onglet 7.

3^{ème} étape

L'utilisateur peut, s'il le souhaite, utiliser les checklists mises à sa disposition dans l'onglet 9. Celles-ci reprennent la liste des mesures énoncées et détaillées dans les différents onglets. Elles permettent de vérifier, une à une, si ces mesures sont appliquées.

Mises à jour

Pour rester informé des mises à jour réglementaires, il suffit de consulter les sites internet du Comité régional PHYTO, de PROTECT'eau et de PreventAgri.

Conditionnalité

1

La gestion des PPNU
et des emballages vides

2

Stockage de moins de 25 kg
Exigences réglementaires
fédérales et régionales
pour les locaux contenant
moins de 25 kg de PPP

3

Stockage de 25 kg à moins de 5 tonnes
Exigences réglementaires
fédérales et régionales
pour les locaux contenant de 25 kg
à moins de 5 tonnes de PPP

4

Stockage de 5 tonnes et plus
Exigences réglementaires
fédérales et régionales
pour les locaux contenant
5 tonnes ou plus de PPP

5

Guides sectoriels de
l'autocontrôle (G033 - G040)
et Standards Vegaplan
Exigences spécifiques des guides sectoriels de
l'autocontrôle pour la production primaire
(G040 et G033) et des Standards Vegaplan

6

GLOBALG.A.P.
Exigences spécifiques
au cahier des charges GLOBALG.A.P.

7

Abréviations et FAQ
Liste des abréviations
et foire aux questions

8

Checklists
Grilles de vérification de l'application
des mesures énoncées
dans les différents onglets

9

Contacts

Comité régional PHYTO - asbl CORDER

Pôle de concertation et d'information objective sur les législations relatives aux PPP, les bonnes pratiques phytosanitaires et la protection raisonnée et durable des végétaux en Wallonie.

- Web : <https://corder.be/fr/crphyto>
- Tel : 010 47 37 54
- Mail : crphyto@uclouvain.be

PreventAgri

Prévention des accidents, maladies professionnelles et aide quant à la mise en conformité des locaux phyto.

- Web : <http://www.secteursverts.be>
- Tel : 065 61 13 70
- Mail : info@preventagri.be

PROTECT'eau

Conseils techniques et encadrement pour la mise aux normes des locaux phyto et le respect des autres réglementations et bonnes pratiques visant à préserver la qualité de l'eau.

- Web : <http://www.protecteau.be>
- Tel : 081 72 89 92
- Mail : info@protecteau.be

AFSCA (Agence Fédérale pour la Sécurité de la Chaîne Alimentaire)

- Web : <http://www.afsca.be>
- Call center : 02 211 82 11
- Unités locales de contrôle (ULC) :
<https://www.favv-afsca.be/professionnels/contact/>

Guide sectoriel pour la production primaire végétale
Guide sectoriel des entrepreneurs de travaux agricoles et horticoles

Service Public Fédéral (SPF) Santé publique, Sécurité de la Chaîne alimentaire et Environnement

- Web : <http://www.health.belgium.be>

Direction générale Environnement, Service maîtrise des risques

Cette DG se charge de l'évaluation des biocides avant leur mise sur le marché, de l'organisation des inspections des points de vente des pesticides ainsi que du registre des utilisateurs et vendeurs agréés.

- Mail : risk@health.fgov.be

Direction générale Animaux, Végétaux et Alimentation, Service Produits phytopharmaceutiques et Fertilisants

C'est à ce niveau que les produits de protection des plantes sont évalués avant leur mise sur le marché. La DG est également compétente pour le bien-être animal, le tabac et les cosmétiques.

- Mail : phytowebe@health.fgov.be

Phytoweb

Informations relatives aux produits phytopharmaceutiques autorisés en Belgique, leur mise sur le marché ainsi que leur utilisation.

- Web : <http://www.phytoweb.be>

AgriRecover

Récupération des emballages vides de produits phytopharmaceutiques à usage professionnel et PPNU

- Web : <http://www.agrirecover.eu>
- Tel : 02 238 98 56
- Mail : info@agrirecover.eu

Vegaplan

Gestion du Standard Vegaplan

- Web : <http://www.vegaplan.be>
- Mail : info@vegaplan.be

Programme Wallon de Réduction des Pesticides (PWRP)

Programme wallon ayant pour objectif de réduire l'utilisation et les risques liés aux pesticides.

- Web : <https://www.pwrp.be/>

Point focal « Pesticides & Agriculture » :

- Philippe DELAUNOIS
- Tel : 081/64 96 19
- Mail : philippe.jeanpierre.delaunois@spw.wallonie.be

Point focal « Pesticides & Environnement » :

- Denis GODEAUX
- Tel : 081/33 63 89
- Mail : denis.godeaux@spw.wallonie.be

Conditionnalité



« Qu'est-ce que la Conditionnalité ? »

La conditionnalité est un mécanisme qui lie le versement des aides de la PAC (paiement de base, paiement vert, paiement jeunes agriculteurs, paiement redistributif et soutien couplé, MAE, agriculture biologique, indemnités région défavorisée, indemnités Natura 2000) au respect des exigences réglementaires en matière de gestion et au respect des normes relatives à l'environnement, aux changements climatiques, aux bonnes conditions des terres, à la santé publique, à la santé des plantes et des animaux et au bien-être animal.

Attention ! Tout agriculteur qui perçoit des aides est tenu de respecter la conditionnalité sur l'ensemble de son exploitation. Le non-respect de ces normes et exigences entraîne une réduction de l'ensemble des aides de la PAC. Cette réduction est plus ou moins importante selon la gravité et le caractère répétitif ou intentionnel des non-conformités constatées lors du contrôle.

Afin de repérer rapidement les exigences reprises sous le régime de la conditionnalité, celles-ci sont indiquées par le symbole ©.



Les autres utilisateurs professionnels de produits phytopharmaceutiques, bien que n'étant pas concernés par les aides de la PAC, se doivent de respecter les normes et exigences reprises dans la conditionnalité car il s'agit de bases légales.

« Qu'est-ce que le système de conseil agricole ? »

Le Système de Conseil Agricole (SCA) réunit les compétences de plusieurs organismes chapeautés par la Direction de la Recherche et du Développement du SPW-ARNE (Service public de Wallonie Agriculture, Ressources naturelles et Environnement).

Il garantit l'accès de tout agriculteur à des conseils sur des thématiques telles que : la conditionnalité, le verdissement, la mise en œuvre des mesures de lutte intégrée ou des mesures découlant des réglementations relatives aux produits phytopharmaceutiques et à la Directive-cadre sur l'eau.

Indépendant des services de contrôle, le SCA propose en toute confidentialité plusieurs services gratuits aux agriculteurs :

- Des conseils tenant compte de la situation particulière de leur exploitation
- Des visites d'exploitations
- Des réponses à des questions plus générales

Pour toute information complémentaire sur le SCA, ou pour faire appel aux services proposés :

- ☞ Se rendre sur le portail de l'agriculture wallonne (www.agriculture.wallonie.be), rubrique Groupements et conseils > Technique > Système de Conseil Agricole
- ☞ La liste des organismes de conseils est également reprise dans le Manuel d'aide et notice explicative eDS disponible sur PAC-on-Web.



La gestion des PPNU et des emballages vides



La gestion des PPNU et des emballages vides

Un traitement adéquat des emballages vides de produits phytopharmaceutiques (PPP) et des Produits Phytopharmaceutiques Non Utilisables (PPNU) via les filières de recyclage organisées permet d'éviter la contamination de l'environnement par les substances actives utilisées pour la protection des plantes.

1. gestion des PPNU

Les produits repris sous l'appellation « PPNU » sont les produits :

- dont l'autorisation a été retirée et dont le délai de commercialisation (pour les commerçants) ou le délai d'utilisation est dépassé ;
- dont l'état physico-chimique est altéré (gel, précipitation, date de péremption dépassée, ...) ;
- sur lesquels il y a une incertitude (étiquette illisible ou inexistante, ...) ;
- techniquement dépassés ;
- destinés à une culture qui n'existe plus sur l'exploitation.

Pour rappel, la liste des produits autorisés en Belgique est consultable sur le site

 www.fytoweb.be

La législation interdit la détention de produits qui ne sont plus autorisés en Belgique ou dont l'autorisation n'est plus valide (produit retiré). Cependant, la liste des produits autorisés en Belgique étant fréquemment modifiée, une certaine tolérance est appliquée à cette exigence légale sous certaines conditions :

- Les PPNU doivent être stockés dans le local/l'armoire de stockage des produits phytopharmaceutiques, dans une zone séparée et clairement identifiée par la mention « PPNU/périmé » ceci dans l'attente de leur dépôt lors de la prochaine collecte non payante d'AgriRecover, qui a lieu toutes les années impaires (2015, 2017, ...)
- Les produits étaient encore autorisés au 1^{er} janvier de l'année x-2 (x = année en cours) ;
- Les produits proviennent de la reprise d'une ancienne exploitation agricole.

Attention : en plus d'être stockés dans une zone séparée et clairement identifiée par la mention « PPNU/périmé », les produits dont l'utilisation n'est plus autorisée provenant de la reprise d'une exploitation agricole doivent :

1. être enregistrés au moyen des données suivantes :

- nom des PPNU ;
- quantité restante estimée ;
- date d'enregistrement.


2. être notifiés préalablement à l'ULC¹ compétente.

Cette tolérance reste valable jusqu'à la prochaine campagne de récolte d'AgriRecover qui suit la date de notification à l'ULC.

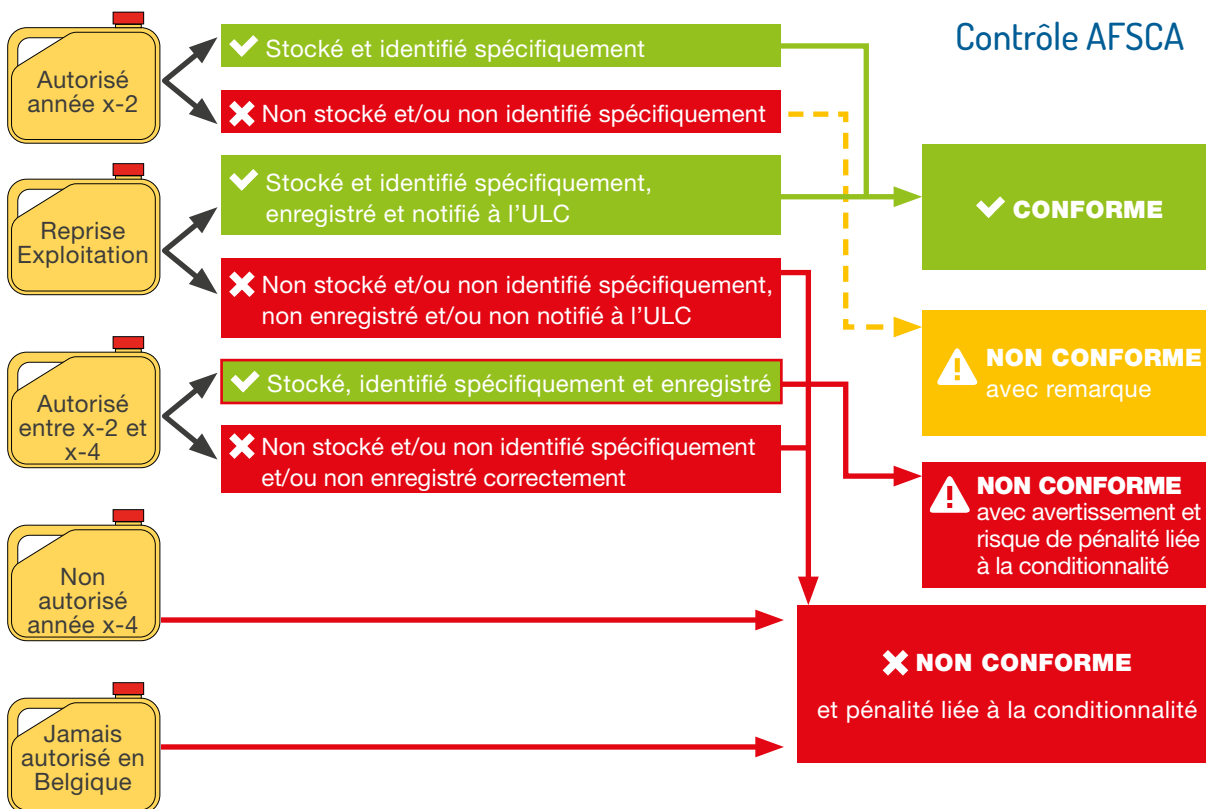
¹ ULC : Unité Locale de Contrôle de l'AFSCA


La présence de produits qui étaient encore autorisés entre le 1^{er} janvier de l'année x-4 et le 1^{er} janvier de l'année x-2 est considérée par l'AFSCA comme une non-conformité entraînant un avertissement. Ces produits en plus d'être identifiés et stockés séparément des autres produits doivent être enregistrés au moyen des données suivantes :

- nom des PPNU ;
- quantité restante estimée ;
- date d'enregistrement.

 **Attention :**

- si d'autres non-conformités sont constatées lors du contrôle, un PV d'infraction pourra être dressé ;
- © la présence de produits autorisés entre le 1^{er} janvier de l'année x-4 et le 1^{er} janvier de l'année x-2 (même s'ils sont stockés et identifiés correctement) peut avoir un impact sur le paiement des aides directes via la conditionnalité.



 **Stockage des PPNU ayant bénéficié d'une autorisation 120 jours pour situation d'urgence**

A la fin de la période de validité des autorisations d'urgence, les produits concernés deviennent des PPNU.

Etant donné que ces autorisations sont parfois renouvelées d'une année à l'autre, une tolérance pour la détention de ces produits est appliquée de façon à ce qu'ils puissent être à nouveau utilisés en cas de reconduction de l'autorisation.

Ces produits doivent être rangés à part des autres produits et identifiés clairement au moyen d'une pancarte reprenant la mention «PPNU – autorisation 120 jours».

Attention : La présence de produits n'ayant pas reçu d'autorisation depuis le 1^{er} janvier de l'année x-2, est considérée comme une non-conformité entraînant la rédaction d'un PV d'infraction.

2. Gestion des emballages vides et matériaux contaminés par les PPP

Les emballages de PPP vidés de leur contenu doivent être rincés, nettoyés et séchés. Les emballages de PPP et les matériaux contaminés par les produits phytopharmaceutiques sont conservés dans un emballage fermé réservé à cet effet d'une manière telle qu'ils ne se déversent pas accidentellement ou n'entrent pas en contact avec d'autres produits, substances ou matières. Si l'emballage utilisé est un sac AgriRecover, il est primordial de respecter les recommandations faites par AgriRecover afin de séparer les fractions rincées et non rincées. Ces sacs sont conservés dans ou en dehors du local.

La récolte des emballages vides est organisée tous les ans par AgriRecover. Les étapes à suivre pour une collecte rapide et facile sont consultables sur le site d'AgriRecover en suivant le lien suivant :

 <http://www.agrirecover.eu/be-fr/collecte/info-collecte>

AgriRecover ASBL

Boulevard Auguste Reyers 80
B 1030 BRUSSEL/BRUXELLES
T: +32 2 238 98 56

 www.agrirecover.eu - info@agrirecover.eu

3. Enregistrement des déchets dangereux

La législation wallonne impose la tenue d'un registre des déchets dangereux qui doit être constitué des éléments suivants :

Pour les emballages vides et les matériaux contaminés par les PPP, les attestations de dépôt d'emballages de PPP remises par AgriRecover peuvent constituer le registre des déchets dangereux.

Si les emballages vides ne sont pas pris en charge par la collecte AgriRecover, le registre doit être composé des éléments suivants :

- la quantité, la nature et les caractéristiques des déchets ;
- le lieu de dépôt des déchets ;
- la date à laquelle les déchets sont cédés ;
- l'identité du collecteur agréé qui a pris en charge les déchets.

Pour les PPNU, le registre des déchets dangereux doit au moins mentionner les éléments suivants :

- le nom du produit ;
- la quantité estimée ;
- la date d'enregistrement.

Les attestations de participation de la collecte AgriRecover peuvent compléter le registre afin de prouver que les PPNU ont été pris en charge par une collecte agréée. Elles ne mentionnent cependant pas la totalité des informations nécessaires à la tenue du registre (notamment le nom du produit et la quantité estimée).

Ce registre doit être conservé 5 ans minimum.

4. Transport des déchets dangereux

Les personnes qui détiennent des emballages de PPP ou des PPNU doivent faire appel à un transporteur agréé de déchets dangereux.

Les exploitants peuvent les transporter par leurs propres moyens jusqu'au point de collecte AgriRecover. Ils sont cependant tenus de respecter les conditions suivantes :

- ils utilisent les emballages AgriRecover ;
- ils respectent les instructions établies par AgriRecover ;
- ils utilisent un moyen de transport adapté et assurent la stabilité du chargement (bacs bien arrimés au véhicule) ;
- les déchets et emballages ne présentent pas de risque de fuite ;
- le transport est réalisé le jour précis de la collecte ;
- ils n'effectuent pas de transport pour le compte d'un tiers.

Mesures applicables aux locaux de stockage contenant moins de 25 kg de PPP

3



1. Permis d'environnement

La classe du permis d'environnement à introduire pour un dépôt de produits phytopharmaceutiques (PPP) dépend de la quantité de produits stockés.

Quantité de PPP à usage professionnel	Type de permis	Durée de validité
Moins de 25 kg (< 25 kg)	Pas de permis d'environnement	
De 25 kg à moins de 5 tonnes (25 kg ≤ Stock < 5000 kg)	Classe 3 -> Déclaration	Valable 10 ans maximum
5 tonnes et + (≥ 5000 kg)	Classe 2 -> Permis d'environnement	Valable 20 ans maximum

2. Implantation du dépôt

- Afin de préserver les ressources en eau potable, des zones particulières sont définies autour des captages d'eau. En zone de protection de captage, le stockage de PPP n'est autorisé que :
 - en zone IIb¹ (zone de prévention éloignée) ;
 - ou en zone IIa¹ (zone de prévention rapprochée) s'il s'agit d'un local phyto existant avant la désignation officielle de la zone par arrêté ministériel. Il est donc interdit d'y implanter un nouveau local.
- Les locaux où sont stockés les PPP à usage professionnel dont l'usage est réservé au titulaire d'une phytolice « Usage professionnel spécifique (Ps) » doivent être situés en dehors des bâtiments occupés par des personnes ou des animaux.

3. Caractéristiques et contenu du local/de l'armoire de stockage

- Ⓢ Il est interdit de détenir ou d'utiliser des PPP qui ne sont pas autorisés en Belgique ou dont l'autorisation n'est plus valable.

Les produits ayant perdu leur autorisation peuvent cependant être stockés dans le local de stockage des PPP, dans une zone séparée et clairement identifiée « PPNU/périmé », en attendant d'être éliminés via la prochaine collecte de AgriRecover (tous les 2 ans).

- Les PPP doivent être conservés dans leur emballage d'origine, avec leur étiquette d'origine, dans une armoire ou un local :
 - destiné à ces produits ;
 - sec ;
 - efficacement ventilé ;
 - en bon état d'entretien et de propreté ;
 - fermé à clé ;
 - conditionné et agencé pour assurer la bonne conservation des produits stockés.
- Les mentions et symboles suivants doivent être apposés sur la porte d'accès au local/à l'armoire :
 - « accès interdit aux personnes non autorisées » et un symbole équivalent ;
 - un symbole de danger approprié (recommandation) ;
 - l'identité, le n° de phytolice et les coordonnées du gestionnaire du local ou de l'armoire (nom, prénom, adresse, n° de téléphone).
- Les PPNU (PPP Non Utilisables) sont stockés, dans leur emballage d'origine, dans le local, l'armoire ou le dispositif équivalent de stockage de PPP dans une zone séparée et clairement identifiée par une pancarte portant la mention « PPNU/périmé ».



Exemple d'affiche à apposer sur la porte de l'armoire/du local phyto.

¹ Voir « Mesures de protection des ressources en eau », ci-après.

- Les emballages de PPP vidés de leur contenu doivent être rincés, nettoyés et séchés.

Il est conseillé de les conserver dans un emballage fermé réservé à cet effet d'une manière telle qu'ils ne se déversent pas accidentellement ou n'entrent pas en contact avec d'autres produits, substances ou matières. Si l'emballage utilisé est un sac AgriRecover, il est primordial de respecter les recommandations faites par AgriRecover afin de séparer les fractions rincées et non rincées. Ces sacs sont conservés dans ou en dehors du local.

- Il est interdit de stocker des médicaments, substances nutritives, denrées alimentaires, aliments pour animaux ou autres matières destinées à la consommation humaine ou animale dans l'armoire ou le local phyto.
- Pour les produits à usage professionnel dont l'autorisation indique que l'usage est autorisé uniquement aux titulaires d'une phytolice « Usage professionnel spécifique (Ps) », les mesures de stockage supplémentaires mentionnées dans l'autorisation doivent être respectées. L'acte d'autorisation est disponible sur Phytoweb.

4. Gestion et accès

- L'accès au local ou à l'armoire est uniquement réservé au titulaire d'une phytolice « P1 », « P2 » ou « P3 » ou à toute autre personne accompagnée d'un titulaire d'une phytolice « P1 », « P2 » ou « P3 ».

Les locaux utilisés pour stocker des produits à usage professionnel dont l'acte d'autorisation indique que l'usage est autorisé uniquement aux titulaires d'une phytolice « Usage professionnel spécifique (Ps) » sont uniquement accessibles aux titulaires d'une phytolice « P1 », « P2 », « P3 » ou « Ps » ou à toute autre personne accompagnée d'un titulaire d'une phytolice « P1 », « P2 », « P3 » ou « Ps ».

- En cas d'absence d'un titulaire de phytolice lors d'une livraison de produits à usage professionnel, les utilisateurs professionnels peuvent faire stocker, pendant 72 heures maximum, ces produits scellés dans une armoire ou un local différent du local phyto à condition que :
 - l'armoire ou le local soit fermé à clé, sec, ventilé et maintenu en bon état d'entretien et de propreté ;
 - l'armoire ou le local soit agencé pour assurer la bonne conservation des produits entreposés ;
 - la mention « accès interdit aux personnes non-autorisées » + symbole équivalent, ainsi que l'identité, le n° de phytolice et les coordonnées du gestionnaire du local ou de l'armoire soient apposés sur la porte ;
 - l'armoire ou le local ne contienne pas de médicaments, substances nutritives, denrées alimentaires, aliments pour animaux ou autres matières destinées à la consommation humaine ou animale.



Ce stockage temporaire n'est cependant pas autorisé pour les PPP à usage professionnel dont l'acte d'autorisation indique que l'usage est autorisé uniquement aux titulaires d'une phytolice « Usage professionnel spécifique (Ps) ».

- Le local ou l'armoire phyto est géré(e) par un titulaire d'une phytolice « P2 » ou « P3 », sauf si ce local/ cette armoire contient des produits dont l'acte d'autorisation indique que l'usage est autorisé uniquement aux titulaires d'une phytolice « Usage professionnel spécifique (Ps) ». Ce local doit alors être géré par un titulaire d'une phytolice « Ps » ou « P3 ».

5. Obligations du gestionnaire

- Le gestionnaire détient les documents nécessaires à l'identification de la nature et des risques des produits phytopharmaceutiques qu'il manipule, en particulier les fiches de données de sécurité. Il garde ces documents à la disposition du fonctionnaire chargé de la surveillance.
- Le gestionnaire tient un registre relatif aux déchets dangereux. Celui-ci peut par exemple être composé des attestations reçues de AgriRecover et de la liste des PPNU stockés à part dans le local en attente d'être remis à AgriRecover. Le registre doit être conservé au moins 5 ans.
- Ⓢ ■ Afin d'assurer la traçabilité des PPP qui entrent dans l'exploitation, deux registres doivent être tenus à jour.

Les données de ces registres doivent être conservées au moins 5 ans pour les producteurs de produits végétaux et au moins 3 ans pour les entrepreneurs de parcs et jardins².

a. Le registre d'entrée (registre IN)

Ce registre doit reprendre les données minimales suivantes :

- la nature du produit (produit phytopharmaceutique) ;
- l'identification des produits (nom commercial du produit, ...) ;
- la quantité ;
- la date de réception ;
- l'identification de l'unité d'exploitation qui a livré le produit (exemple : firme X, entrepôt situé à Namur, rue Y).

Ce registre peut par exemple être composé par les factures d'achats des produits (ou bons de livraison), classées dans l'ordre chronologique, si toutes les données précitées s'y trouvent.

Remarques :

Il n'est pas obligatoire de conserver ces données dans un registre distinct de celui utilisé pour les autres catégories de produits entrant dans l'exploitation.

Les entrepreneurs de parcs et jardins ne sont pas tenus de tenir un registre d'entrée.

b. Le registre d'utilisation des PPP

Ce registre doit reprendre les données suivantes :

- l'ennemi visé³
- le nom du PPP (dénomination complète) ;
- le moment de l'utilisation (date(s) de traitement) ;
- la dose utilisée ;
- la localisation de la surface traitée (n° de parcelle (ou de lot), lieu-dit, n° de serre ou n° d'unité de stockage (si traitement post-récolte), ...) ;
- le nom de la culture traitée ;
- la variété emblavée (si la variété est identifiée)³ ;
- le précédent cultural de la culture en place³.

Les données d'utilisation doivent être enregistrées au plus tard 7 jours après le traitement. Il est néanmoins conseillé d'enregistrer ces données immédiatement.

L'agriculteur est tenu de conserver ces données même lorsque les activités de pulvérisation sont confiées à un entrepreneur agricole et horticole.

Attention, tout exploitant doit pouvoir établir une relation entre les produits entrant et les produits sortant de l'exploitation (traçabilité).

Pour les PPP, il s'agit donc de compléter :

- le registre d'entrée et,
- le registre d'utilisation des PPP ou le registre de sortie (registre OUT) selon que le produit ait été utilisé ou qu'il ait quitté l'exploitation sans avoir été utilisé (produit vendu ou cédé).

Pour les entrepreneurs de parcs et jardins, l'enregistrement des données « localisation » et « culture traitée » peut se faire en enregistrant l'adresse du lieu où le PPP est appliqué et le type de surface traitée (pelouse, allée, parterre, ...).

² Les utilisateurs de produits phytopharmaceutiques à usage professionnel tenus de respecter les principes de la lutte intégrée contre les ennemis des cultures (IPM) doivent conserver leur registre d'utilisation pendant 6 ans.

³ Les données apparaissant en vert doivent être enregistrées par les utilisateurs de produits phytopharmaceutiques à usage professionnels tenus de respecter les principes de la lutte intégrée contre les ennemis des cultures (IPM).

Par conséquent, l'entrepreneur se doit de transmettre, pour chaque parcelle traitée, les données suivantes, par écrit ou électroniquement, à l'agriculteur endéans les 7 jours ou endéans les 24 heures si demande expresse de l'agriculteur :

- la date de traitement ;
- le nom complet du PPP utilisé ;
- la dose appliquée par hectare.



Attention, dans le cadre du contrôle pré-récolte, pour les exploitants qui produisent ou récoltent des produits repris à l'annexe I de l'arrêté royal du 13 juillet 2014 relatif à l'hygiène des denrées alimentaires (légumes de serre : laitues, feuilles de chêne, mâche, céleris, ...), le registre d'utilisation des PPP doit être associé à un plan de situation mentionnant les numéros d'identification des parcelles concernées par l'usage des PPP (par exemple : un plan des serres, un photoplan, ...).



Il n'y a pas de format d'enregistrement obligatoire des données relatives à l'utilisation des PPP. Le registre d'utilisation des PPP peut, par exemple, être composé de fiches parcellaires reprenant toutes les données précitées.

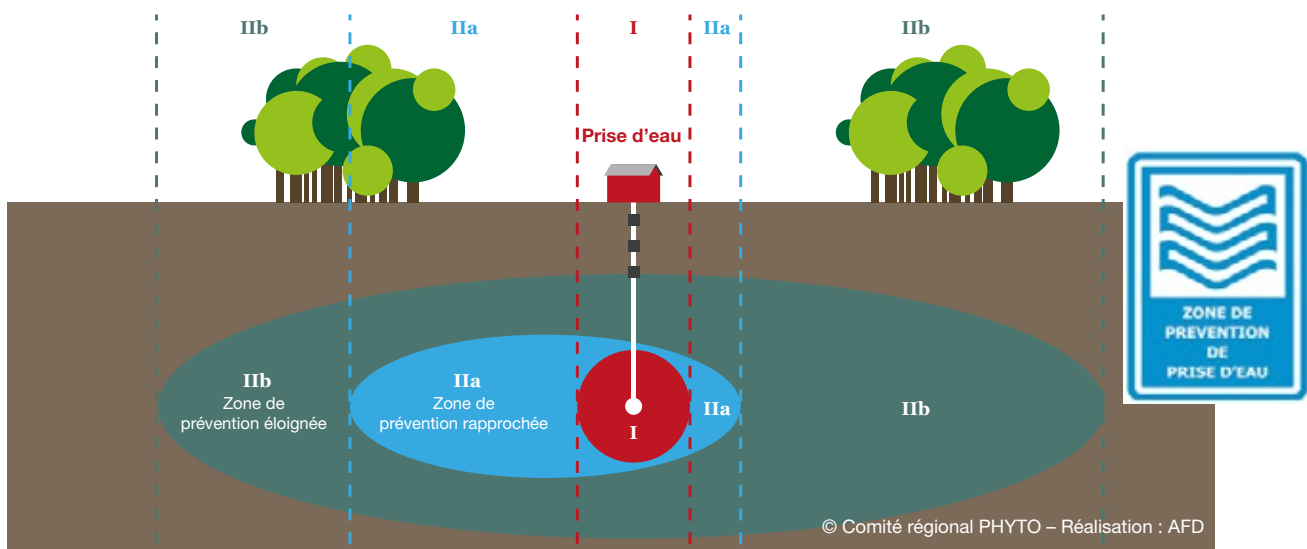
Exception spécifique à l'utilisation de PPP dans les espaces publics (sous dérogation uniquement) : Un registre prédéfini est disponible sur le site www.corder.be (onglets « Comité régional PHYTO » et « Boîte à outils »).

Ce registre est à renvoyer chaque année avant le 31 janvier à l'adresse suivante :

 registre.pesticides.dgarne@spw.wallonie.be

6. Mesures de protection des ressources en eau

- En Wallonie, la protection des captages est organisée selon plusieurs zones au sein desquelles sont définies des restrictions concernant l'utilisation et le stockage des PPP.



En zone de protection de captage, le stockage de PPP n'est autorisé que :

- en zone IIb (zone de prévention éloignée) ;
- ou en zone IIa (zone de prévention rapprochée) s'il s'agit d'un local phyto existant avant la désignation officielle de la zone par arrêté ministériel. Il est donc interdit d'y implanter un nouveau local.

Mesures applicables aux locaux de stockage
contenant de 25 kg à moins de 5 tonnes de PPP
(locaux nécessitant un permis de classe 3)



4

1. Permis d'environnement

La classe du permis d'environnement à introduire pour un dépôt de produits phytopharmaceutiques (PPP) dépend de la quantité de produits stockés.

Quantité de PPP à usage professionnel	Type de permis	Durée de validité
Moins de 25 kg (< 25 kg)	Pas de permis d'environnement	
De 25 kg à moins 5 tonnes (25 kg ≤ Stock < 5000 kg)	Classe 3 -> Déclaration	Valable 10 ans maximum
5 tonnes et + (≥ 5000 kg)	Classe 2 -> Permis d'environnement	Valable 20 ans maximum

Le formulaire de déclaration des établissements de classe 3 à introduire auprès de votre administration communale est accessible via le lien suivant : <https://www.wallonie.be/fr/demarches/effectuer-une-declaration-denvironnement-pour-un-etablissement-de-classe-3>

2. Implantation du dépôt

- Afin de préserver les ressources en eau potable, des zones particulières sont définies autour des captages d'eau. En zone de protection de captage, le stockage de PPP n'est autorisé que :
 - en zone IIb¹ (zone de prévention éloignée) ;
 - ou en zone IIa¹ (zone de prévention rapprochée) s'il s'agit d'un local phyto existant avant la désignation officielle de la zone par arrêté ministériel. Il est donc interdit d'y implanter un nouveau local.
- L'entrée des locaux de stockage doit être implantée à plus de :
 - 5 mètres de la voie publique ;
 - 10 mètres des habitations de tiers ;
 - 10 mètres d'une eau de surface, d'un point d'entrée préférentiel vers les eaux souterraines, d'un piézomètre ou d'un point d'entrée d'égout public.



Exception : Les dépôts existants* ne sont pas soumis à cette mesure.

* Voir définitions dans l'onglet 8 - FAQ

¹ Voir « Mesures de protection des ressources en eau », ci-après.

- Les locaux où sont stockés les PPP à usage professionnel dont l'usage est réservé au titulaire d'une phytolice « Usage professionnel spécifique (Ps) » doivent être situés en dehors des bâtiments occupés par des personnes ou des animaux.
- Le local, l'armoire ou le dispositif équivalent de stockage de PPP n'est pas en communication directe avec un local d'habitation.
- Un accès à partir de la voie publique vers le dépôt est assuré au service d'incendie territorialement compétent, conformément aux instructions de celui-ci.

3. Caractéristiques et contenu du local/de l'armoire de stockage

- Ⓢ ■ Il est interdit de détenir ou d'utiliser des PPP qui ne sont pas autorisés en Belgique ou dont l'autorisation n'est plus valable.

Les produits ayant perdu leur autorisation peuvent cependant être stockés dans le local de stockage des PPP, dans une zone séparée et clairement identifiée « PPNU » ou « Périmé », en attendant d'être éliminés via la prochaine collecte de AgriRecover (tous les 2 ans).

- Les PPP doivent être conservés dans leur emballage d'origine, avec leur étiquette d'origine, dans une armoire ou un local :
 - sec ;
 - efficacement ventilé ;
 - en bon état d'entretien et de propreté ;
 - fermé à clef ;
 - conditionné pour assurer la bonne conservation des produits stockés.

- Les mentions et symboles suivants doivent être apposés sur la porte d'accès au local/à l'armoire :
 - « accès interdit aux personnes non autorisées » et un symbole équivalent ;
 - un symbole de danger approprié (recommandation) ;
 - l'identité, le n° de phytolice et les coordonnées du gestionnaire du local ou de l'armoire (nom, prénom, adresse, n° de téléphone).

- En plus des PPP, le local de stockage peut contenir d'autres produits à condition qu'ils :
 - ne soient pas destinés à l'alimentation humaine ou animale ;
 - ne soient pas des médicaments ;
 - ne présentent pas un danger d'incendie ou d'explosion ;
 - soient rangés séparément, sur des étagères distinctes et de manière à éviter tout risque de contact direct avec les pesticides.

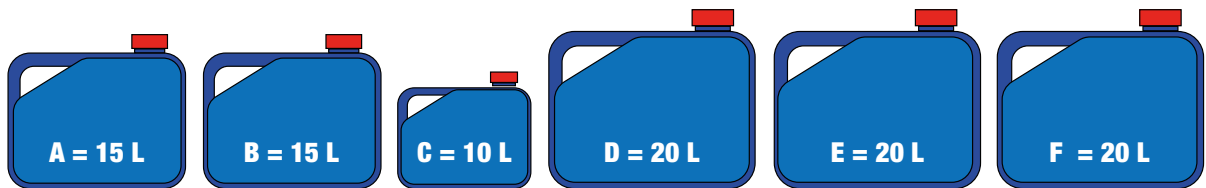
Peuvent donc être stockés dans le local : l'eau de javel, les semences (à l'exception des graines destinées à la consommation directe ou à la production de graines germées), les oligoéléments...ainsi que le matériel spécifique pour l'utilisation de ces produits (pulvérisateur à dos, mesurette, balance...).

- Les produits doivent être placés de manière à être identifiés facilement.
- Des matières absorbantes (ex : de la sciure, du sable) doivent être présentes dans le dépôt ou à proximité immédiate.
- Les PPNU (PPP Non Utilisables) sont stockés, dans leur emballage d'origine, dans le local, l'armoire ou le dispositif équivalent de stockage de PPP dans une zone séparée et clairement identifiée par une pancarte portant la mention « PPNU/périmé ».



Exemple d'affiche à apposer sur la porte de l'armoire/du local.

- Les emballages de PPP vidés de leur contenu doivent être rincés, nettoyés et séchés. Les emballages de PPP et matériaux contaminés par les PPP sont conservés dans un emballage fermé réservé à cet effet d'une manière telle qu'ils ne se déversent pas accidentellement ou n'entrent pas en contact avec d'autres produits, substances ou matières. Si l'emballage utilisé est un sac AgriRecover, il est primordial de respecter les recommandations faites par AgriRecover afin de séparer les fractions rincées et non rincées. Ces sacs sont conservés dans ou en dehors du local.
- Le local, l'armoire ou le dispositif équivalent de stockage est conçu de manière à assurer une rétention efficace. Sa capacité doit satisfaire aux 2 conditions suivantes :
 - être égale ou supérieure au volume du plus grand conditionnement de PPP liquide stocké ;
 - être au moins égale au quart du volume total des PPP liquides stockés.



Volume total = A+B+C+D+E+F = 100 L
Plus grand conditionnement = 20 L

La capacité de rétention du local / de l'armoire doit être :

≥ 20 L

et

≥ (A+B+C+D+E+F)/4 = 100/4 = 25 L

La capacité de rétention doit donc être au moins égale à 25 L

Exemple : je stocke 6 bidons de PPP dans un bac de rétention : trois de 20 litres, deux de 15 litres et un de 10 litres pour un total de 100 litres. Vu que le volume du plus grand conditionnement est de 20 litres et que le quart du volume total stocké est égal à 25 litres, mon bac de rétention doit avoir un volume ≥ 25 litres.

→ Il est étanche et résiste à la corrosion engendrée par les produits stockés.

Le dispositif de rétention est dépourvu de trop plein ou de conduite aboutissant vers l'extérieur du dépôt et est constitué d'un matériau étanche et résistant mécaniquement et chimiquement.

- Le sol est réalisé de manière à assurer la stabilité des récipients de stockage et des conditionnements.

Exemples de systèmes de rétention / de récupération :



Les bidons sont placés au dessus d'un bac de récupération



Les produits sont placés dans des bacs de rétention



Système de récupération de produit au sol (rigoles + bac collecteur)

- Pour les produits à usage professionnel dont l'autorisation indique que l'usage est autorisé uniquement aux titulaires d'une phytolicense « Usage professionnel spécifique (Ps) », les mesures de stockage supplémentaires mentionnées dans l'autorisation doivent être respectées. L'acte d'autorisation est disponible sur Phytoweb.

4. Gestion et accès

- L'accès au local ou à l'armoire de stockage est uniquement réservé au titulaire d'une phytolicense « P1 », « P2 » ou « P3 » ou à toute autre personne accompagnée d'un titulaire d'une phytolicense « P1 », « P2 » ou « P3 ». Les locaux utilisés pour stocker des produits à usage professionnel dont l'acte d'autorisation indique que

l'usage est autorisé uniquement aux titulaires d'une phytolice « Usage professionnel spécifique (Ps) » sont uniquement accessibles aux titulaires d'une phytolice « P1 », « P2 », « P3 » ou « Ps » ou à toute autre personne accompagnée d'un titulaire d'une phytolice « P1 », « P2 », « P3 » ou « Ps ».

- En cas d'absence d'un titulaire de phytolice lors d'une livraison de produits à usage professionnel, les utilisateurs professionnels peuvent faire stocker, pendant 72 heures maximum, ces produits scellés dans une armoire ou un local différent du local phyto à condition que :
 - l'armoire ou le local soit fermé à clé, sec, ventilé et maintenu en bon état d'entretien et de propreté ;
 - l'armoire ou le local soit agencé pour assurer la bonne conservation des produits entreposés ;
 - la mention « accès interdit aux personnes non-autorisées » + symbole équivalent, ainsi que l'identité, le n° de phytolice et les coordonnées du gestionnaire du local ou de l'armoire soient apposés sur la porte ;
 - l'armoire ou le local ne contienne pas de médicaments, substances nutritives, denrées alimentaires, aliments pour animaux ou autres matières destinées à la consommation humaine ou animale.



Ce stockage temporaire n'est cependant pas autorisé pour les PPP à usage professionnel dont l'acte d'autorisation indique que l'usage est autorisé uniquement aux titulaires d'une phytolice « Usage professionnel spécifique (Ps) ».

- Le local ou l'armoire phyto est géré(e) par un titulaire d'une phytolice « P2 » ou « P3 », sauf si ce local/ cette armoire contient des produits dont l'acte d'autorisation indique que l'usage est autorisé uniquement aux titulaires d'une phytolice « Usage professionnel spécifique (Ps) ». Ce local doit alors être géré par un titulaire d'une phytolice « Ps » ou « P3 ».

5. Prévention incendies

- Un système d'extinction des incendies adapté aux produits stockés et conforme aux prescriptions du service incendie est présent à proximité du dépôt. Ce système est régulièrement vérifié et entretenu.
- Avant la mise en œuvre du projet et avant chaque modification des lieux, l'exploitant informe le service d'incendie territorialement compétent des mesures prises et des équipements à mettre en œuvre en matière de prévention et de lutte contre les incendies.



6. Obligations du gestionnaire

- L'exploitant tient à la disposition du fonctionnaire chargé de la surveillance et des services d'incendie et de secours les documents permettant d'identifier la nature des produits stockés et les risques inhérents à leur présence (exemple : fiches de sécurité disponibles dans les points de vente de PPP à usage professionnel).
- Un registre relatif aux déchets dangereux est tenu à la disposition du fonctionnaire chargé de la surveillance. Celui-ci peut par exemple être composé des attestations reçues de AgriRecover et de la liste des PPNU stockés à part dans le local en attente d'être remis à AgriRecover. Le registre doit être conservé au moins 5 ans.
- © ■ Afin d'assurer la traçabilité des PPP qui entrent dans l'exploitation, deux registres doivent être tenus à jour.

Les données de ces registres doivent être conservées au moins 5 ans pour les producteurs de produits végétaux et au moins 3 ans pour les entrepreneurs de parcs et jardins².

Attention, tout exploitant doit pouvoir établir une relation entre les produits entrant et les produits sortant de l'exploitation (traçabilité).

Pour les PPP, il s'agit donc de compléter :

- le registre d'entrée et,
- le registre d'utilisation des PPP ou le registre de sortie (registre OUT) selon que le produit ait été utilisé ou qu'il ait quitté l'exploitation sans avoir été utilisé (produit vendu ou cédé).

² Les utilisateurs de produits phytopharmaceutiques à usage professionnel tenus de respecter les principes de la lutte intégrée contre les ennemis des cultures (IPM) doivent conserver leur registre d'utilisation pendant 6 ans.

a. Le registre d'entrée (registre IN)

Ce registre doit reprendre les données minimales suivantes :

- la nature du produit (produit phytopharmaceutique) ;
- l'identification des produits (nom commercial du produit, ...);
- la quantité ;
- la date de réception ;
- l'identification de l'unité d'exploitation qui a livré le produit (exemple : firme X, entrepôt situé à Namur, rue Y).

Ce registre peut par exemple être composé par les factures d'achats des produits (ou bons de livraison), classées dans l'ordre chronologique.

Remarques :

Il n'est pas obligatoire de conserver ces données dans un registre distinct de celui utilisé pour les autres catégories de produits entrant dans l'exploitation.

Les entrepreneurs de parcs et jardins ne sont pas tenus de tenir un registre d'entrée.

b. Le registre d'utilisation des PPP

Ce registre doit reprendre les données suivantes :

- l'ennemi visé³
- le nom du PPP (dénomination complète) ;
- le moment de l'utilisation (date(s) de traitement) ;
- la dose utilisée ;
- la localisation de la surface traitée (n° de parcelle (ou de lot), lieu-dit, n° de serre ou n° d'unité de stockage (si traitement post-récolte), ...);
- le nom de la culture traitée ;
- la variété emblavée (si la variété est identifiée)³ ;
- le précédent cultural de la culture en place³.

Pour les entrepreneurs de parcs et jardins, l'enregistrement des données « localisation » et « culture traitée » peut se faire en enregistrant l'adresse du lieu où le PPP est appliqué et le type de surface traitée (pelouse, allée, parterre, ...).



Attention, dans le cadre du contrôle pré-récolte, pour les exploitants qui produisent ou récoltent des produits repris à l'annexe I de l'arrêté royal du 13 juillet 2014 relatif à l'hygiène des denrées alimentaires (légumes de serre : laitues, feuilles de chêne, mâche, céleris, ...), le registre d'utilisation des PPP doit être associé à un plan de situation mentionnant les numéros d'identification des parcelles concernées par l'usage des PPP (par exemple : un plan des serres, un photoplan, ...).

Les données d'utilisation doivent être enregistrées au plus tard 7 jours après l'exécution. Il est néanmoins conseillé d'enregistrer ces données immédiatement.

L'agriculteur est tenu de conserver ces données même lorsque les activités de pulvérisation sont confiées à un entrepreneur agricole et horticole.

Par conséquent, l'entrepreneur se doit de transmettre, pour chaque parcelle traitée, les données suivantes, par écrit ou électroniquement, à l'agriculteur endéans les 7 jours ou endéans les 24 heures si demande expresse de l'agriculteur :

- la date de traitement ;
- le nom complet du PPP utilisé ;
- la dose appliquée par hectare.



Il n'y a pas de format d'enregistrement obligatoire des données relatives à l'utilisation des PPP. Le registre d'utilisation des PPP peut, par exemple, être composé de fiches parcellaires reprenant toutes les données précitées.

Exception spécifique à l'utilisation de PPP dans les espaces publics (sous dérogation uniquement) :
Un registre prédéfini est disponible sur le site www.corder.be (onglets « Comité régional PHYTO » et « Boîte à outils »).

Ce registre est à renvoyer chaque année avant le 31 janvier à l'adresse suivante :

 registre.pesticides.dgarne@spw.wallonie.be

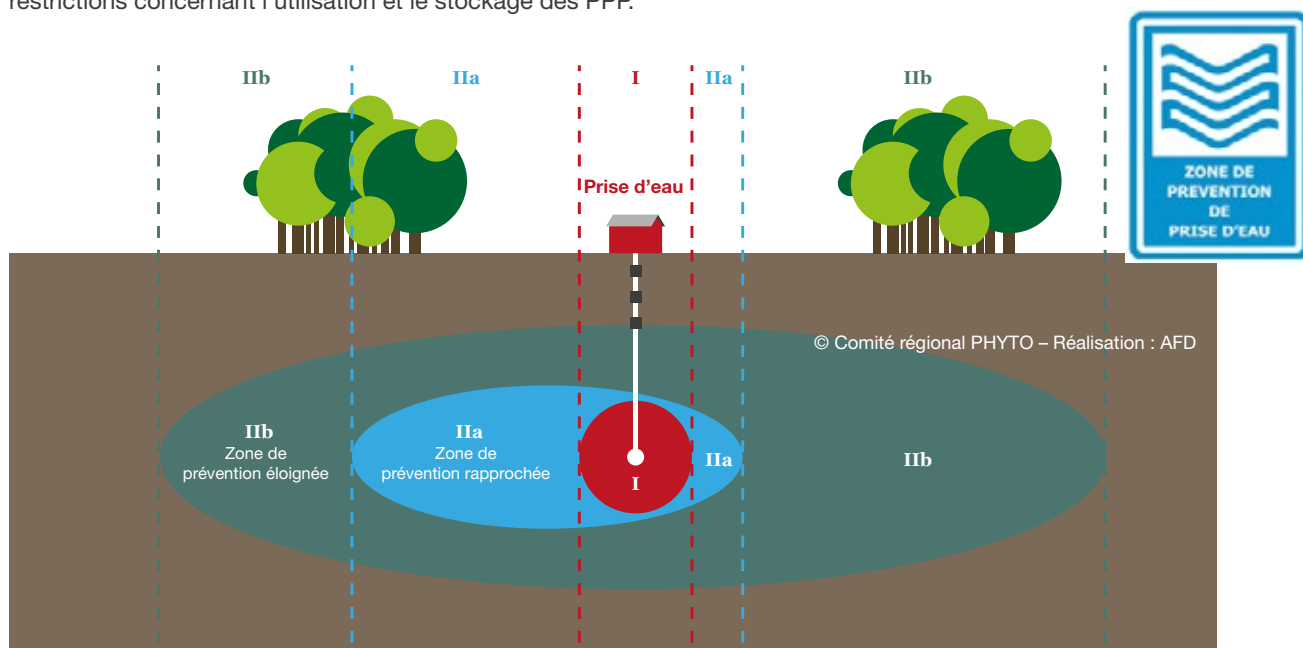
Registre de vente

Les distributeurs/vendeurs de PPP doivent, lors de chaque vente d'un PPP à usage professionnel, enregistrer la date, le nom et la quantité de produit vendue, l'identité et le numéro de phytolice de l'acheteur et éventuellement le nom de l'entreprise. Ces données doivent être conservées pendant minimum 5 ans.

- L'exploitant est tenu de souscrire un contrat d'assurance d'un montant suffisant pour couvrir la responsabilité civile.

7. Mesures de protection des ressources en eau

- En Wallonie, la protection des captages est organisée selon plusieurs zones au sein desquelles sont définies des restrictions concernant l'utilisation et le stockage des PPP.



En zone de protection de captage, le stockage de PPP n'est autorisé que :

- en zone IIb (zone de prévention éloignée) ;
- ou en zone IIa (zone de prévention rapprochée) s'il s'agit d'un local phyto existant avant la désignation officielle de la zone par arrêté ministériel. Il est donc interdit d'y implanter un nouveau local.

En zones IIa et IIb, les PPP doivent être contenus dans des récipients étanches, installés sur des surfaces imperméables et équipées d'un système de collecte garantissant l'absence de tout rejet liquide en cas de fuite.

Pour plus d'information

Sur les zones de prévention de captage :

<http://www.protecteau.be>

Pour accéder à la cartographie des zones de prévention de captage en Wallonie :

http://environnement.wallonie.be/zones_prevention/

- Ⓢ ■ Tout rejet direct dans les eaux souterraines de substances dangereuses (dont les PPP) est interdit.

Rejet direct = introduction dans les eaux souterraines sans passage par le sol ou le sous-sol (exemples : rejet dans des captages, des puits perdants, des piézomètres ou des entrées naturelles (chantoirs, karsts, fissures)).

A series of horizontal dotted lines for writing, spanning the width of the page.

Mesures applicables aux locaux de stockage contenant 5 tonnes de PPP et plus

5



Avertissement :

Ce guide n'intègre pas les prescriptions des guides d'autocontrôle du secteur de la distribution des produits phytopharmaceutiques et produits de l'agrofourniture.

→ G-010 : Guide d'autocontrôle dans le secteur de la production et de la distribution des produits phytopharmaceutiques à usage agricole

→ G-038 : Guide d'autocontrôle pour le négoce de céréales et de produits d'agrofourniture

1. Permis d'environnement

La classe du permis d'environnement à introduire pour un dépôt de produits phytopharmaceutiques (PPP) dépend de la quantité de produits stockés.

Quantité de PPP à usage professionnel	Type de permis	Durée de validité
Moins de 25 kg (< 25 kg)	Pas de permis d'environnement	
De 25 kg à moins de 5 tonnes (25 kg ≤ Stock < 5000 kg)	Classe 3 -> Déclaration	Valable 10 ans maximum
5 tonnes et + (≥ 5000 kg)	Classe 2 -> Permis d'environnement	Valable 20 ans maximum

Le formulaire de déclaration des établissements de classe 2 à introduire auprès de votre administration communale est accessible via le lien suivant :

<https://www.wallonie.be/fr/demarches/demander-un-permis-denvironnement-ou-un-permis-unique-pour-un-etablissement-de-classe-1-ou-2>

Pour les dépôts de 10 T et plus, la déclaration en classe 2 doit être accompagnée de l'annexe XXVI (annexe sécurité) qui est accessible via le lien suivant :

http://forms6.wallonie.be/formulaires/26_DepotsPhyto.pdf

2. Implantation du dépôt

- Afin de préserver les ressources en eau potable, des zones particulières sont définies autour des captages d'eau. En zone de protection de captage, le stockage de PPP n'est autorisé que :
 - en zone IIb¹ (zone de prévention éloignée) ;
 - ou en zone IIa¹ (zone de prévention rapprochée) s'il s'agit d'un local phyto existant avant la désignation officielle de la zone par arrêté ministériel. Il est donc interdit d'y implanter un nouveau local.
- L'entrée des locaux de stockage doit être implantée à plus de :
 - 5 mètres de la voie publique ;
 - 10 mètres des habitations de tiers ;
 - 10 mètres d'une eau de surface, d'un point d'entrée préférentiel vers les eaux souterraines, d'un piézomètre ou d'un point d'entrée d'égout public.



Exception : Les dépôts existants* ne sont pas soumis à cette mesure.

* Voir définitions dans l'onglet 8 - FAQ

¹ Voir « Mesures de protection des ressources en eau », ci-après.

- Le local n'est pas en communication directe avec un local d'habitation.
- Les locaux où sont stockés les PPP à usage professionnel dont l'usage est réservé au titulaire d'une phytolice « usage professionnel spécifique (Ps) » doivent être situés en dehors des bâtiments occupés par des personnes ou des animaux.
- Un accès à partir de la voie publique vers le dépôt est assuré au service d'incendie territorialement compétent, conformément aux instructions de celui-ci.

3. Caractéristiques et contenu du local/de l'armoire de stockage

- Ⓢ ■ Il est interdit de détenir ou d'utiliser des PPP qui ne sont pas autorisés en Belgique ou dont l'autorisation n'est plus valable.

Les produits ayant perdu leur autorisation peuvent cependant être stockés dans le local de stockage des PPP, dans une zone séparée et clairement identifiée « PPNU/périmé », en attendant d'être éliminés via la prochaine collecte de AgriRecover (tous les 2 ans).

- Les PPP doivent être conservés dans leur emballage d'origine, avec leur étiquette d'origine, dans une armoire ou un local :
 - sec ;
 - efficacement ventilé ;
 - en bon état d'entretien et de propreté ;
 - fermé à clef ;
 - conditionné pour assurer la bonne conservation des produits stockés.
- Les mentions et symboles suivants doivent être apposés sur la porte d'accès au local/à l'armoire :
 - « accès interdit aux personnes non autorisées » et un symbole équivalent ;
 - un symbole de danger approprié (recommandation) ;
 - l'identité, le n° de phytolice et les coordonnées du gestionnaire du local ou de l'armoire (nom, prénom, adresse, n° de téléphone).
- En plus des PPP, le local de stockage peut contenir d'autres produits à condition qu'ils :
 - ne soient pas destinés à l'alimentation humaine ou animale ;
 - ne soient pas des médicaments ;
 - ne présentent pas un danger d'incendie ou d'explosion ;
 - soient rangés séparément, sur des étagères distinctes et de manière à éviter tout risque de contact direct avec les pesticides.

Peuvent donc être stockés dans le local : l'eau de javel, les semences (à l'exception des graines destinées à la consommation directe ou à la production de graines germées), les oligoéléments...ainsi que le matériel spécifique pour l'utilisation de ces produits (pulvérisateur à dos, mesurette, balance...).

- Les produits doivent être placés de manière à être identifiés facilement.
- Les PPP présentant des caractéristiques physico-chimiques incompatibles ou susceptibles de provoquer une réaction chimique en cas de contact sont répartis dans différents compartiments.

Les compartiments sont composés de matériaux compatibles avec l'ensemble des produits qui y sont entreposés.

Chaque compartiment est conçu et agencé de manière à permettre un accès facile lors de toute opération d'exploitation, d'inspection, de maintenance ou d'intervention d'urgence.

- Le local est aménagé de manière à éviter tout déversement accidentel des produits stockés.

En cas de déversement accidentel, les PPP doivent pouvoir être récoltés par une cuvette de rétention réservée uniquement à cette fonction.

Lorsqu'un compartimentage est imposé (présence de PPP présentant des caractéristiques physico-chimiques incompatibles ou susceptibles de provoquer une réaction chimique en cas de contact), chaque compartiment dispose d'une cuvette de rétention.



Exemple d'affiche à apposer sur la porte de l'armoire/du local phyto.

Chaque cuvette de rétention présente un volume de récolte équivalent au volume du plus grand conditionnement et au moins égal au quart du volume total des produits entreposés dans le compartiment dont elle assure la collecte.

Les cuvettes de rétention sont dépourvues de trop plein ou de conduite aboutissant vers l'extérieur du dépôt.

Le sol, les murs ou digues des cuvettes de rétention sont étanches et sont constitués de matériaux résistants aux effets physico-chimiques des substances susceptibles d'y être répandues.

- Des matières absorbantes (ex : de la sciure, du sable) doivent être présentes dans le dépôt ou à proximité immédiate.
- Les PPNU (PPP Non Utilisables) sont stockés, dans leur emballage d'origine, dans le local, l'armoire ou le dispositif équivalent de stockage de PPP dans une zone séparée et clairement identifiée par une pancarte portant la mention « PPNU/périmé ».
- Les emballages de PPP vidés de leur contenu doivent être rincés, nettoyés et séchés.

Les emballages de PPP et matériaux contaminés par les PPP sont conservés dans un emballage fermé réservé à cet effet d'une manière telle qu'ils ne se déversent pas accidentellement ou n'entrent pas en contact avec d'autres produits, substances ou matières. Si l'emballage utilisé est un sac AgriRecover, il est primordial de respecter les recommandations faites par AgriRecover afin de séparer les fractions rincées et non rincées. Ces sacs sont conservés dans ou en dehors du local.

- Pour les produits à usage professionnel dont l'autorisation indique que l'usage est autorisé uniquement aux titulaires d'une phytolice « Usage professionnel spécifique (Ps), les mesures de stockage supplémentaires mentionnées dans l'autorisation doivent être respectées. L'acte d'autorisation est disponible sur Phytoweb.

4. Gestion et accès

L'accès au local ou à l'armoire de stockage est uniquement réservé au titulaire d'une phytolice « P1 », « P2 » ou « P3 » ou à toute autre personne accompagnée d'un titulaire d'une phytolice « P1 », « P2 » ou « P3 ».

Les locaux utilisés pour stocker des produits à usage professionnel dont l'acte d'autorisation indique que l'usage est autorisé uniquement aux titulaires d'une phytolice « Usage professionnel spécifique (Ps) » sont uniquement accessibles aux titulaires d'une phytolice « P1 », « P2 », « P3 » ou « Ps » ou à toute autre personne accompagnée d'un titulaire d'une phytolice « P1 », « P2 », « P3 » ou « Ps ».

- En cas d'absence d'un titulaire de phytolice lors d'une livraison de produits à usage professionnel, les utilisateurs professionnels peuvent faire stocker, pendant 72 heures maximum, ces produits scellés dans une armoire ou un local différent du local phyto à condition que :
 - le local soit fermé à clé, sec, ventilé et maintenu en bon état d'entretien et de propreté ;
 - le local soit agencé pour assurer la bonne conservation des produits entreposés ;
 - la mention « accès interdit aux personnes non-autorisées » + symbole équivalent ainsi que l'identité, le n° de phytolice et les coordonnées du gestionnaire du local ou de l'armoire soient apposés sur la porte ;
 - l'armoire ou le local ne contienne pas de médicaments, substances nutritives, denrées alimentaires, aliments pour animaux ou autres matières destinées à la consommation humaine ou animale.



Ce stockage temporaire n'est cependant pas autorisé pour les PPP à usage professionnel dont l'acte d'autorisation indique que l'usage est autorisé uniquement aux titulaires d'une phytolice « Usage professionnel spécifique (Ps) ».

- Le local ou l'armoire phyto est géré(e) par un titulaire d'une phytolice « P2 » ou « P3 », sauf si ce local/ cette armoire contient des produits dont l'acte d'autorisation indique que l'usage est autorisé uniquement aux titulaires d'une phytolice « Usage professionnel spécifique (Ps) ». Ce local doit alors être géré par un titulaire d'une phytolice « Ps » ou « P3 ».

5. Prévention incendies

- Le local est équipé d'un **système de détection** des incendies avec déclenchement d'une alarme locale. Le nombre et la position des détecteurs sont établis conformément aux prescriptions du service d'incendie.
- Le local est muni d'extincteurs dont le type, le nombre et la disposition sont fixés conformément aux prescriptions du service d'incendie territorialement compétent, en fonction de la taille du local et de la nature des produits susceptibles d'y être entreposés.
- **Avant la mise en œuvre du projet et avant chaque modification des lieux ou des circonstances** d'exploitation susceptibles de modifier les risques d'incendie ou de sa propagation, l'exploitant informe le service d'incendie territorialement compétent des mesures prises et des équipements à mettre en œuvre en matière de prévention et de lutte contre les incendies et explosions, dans le respect de la protection du public et de l'environnement.

Pour prouver que le dépôt répond aux prescriptions « incendie », le gestionnaire du dépôt reçoit un « avis positif » du service incendie dont il garde une trace écrite.

Pour les locaux de classe 2, il est **indispensable** de consulter le service incendie :

- lorsque le dépôt est à l'état de « projet », afin d'intégrer plus facilement les prescriptions de sécurité dans la construction. Cette précaution permettra de gagner en efficacité et de réduire les coûts liés à l'intégration de ces prescriptions au projet.
- une fois la construction terminée, afin que le service incendie vérifie si les prescriptions sont respectées et délivre un « avis positif ».

6. Obligations du gestionnaire

- L'exploitant tient à la disposition du fonctionnaire chargé de la surveillance et des services d'incendie et de secours les documents permettant d'identifier la nature des produits stockés et les risques inhérents à leur présence (exemple : fiches de sécurité disponibles dans les points de vente de PPP à usage professionnel).
- Un registre relatif aux déchets dangereux est tenu à la disposition du fonctionnaire chargé de la surveillance. Celui-ci peut par exemple être composé des attestations reçues de AgriRecover et de la liste des PPNU stockés à part dans le local en attente d'être remis à AgriRecover. Le registre doit être conservé au moins 5 ans.
- Ⓢ ■ Afin d'assurer la traçabilité des PPP qui entrent dans l'exploitation, deux registres doivent être tenus à jour. Les données de ces registres doivent être conservées au moins 5 ans pour les producteurs de produits végétaux et au moins 3 ans pour les entrepreneurs de parcs et jardins².

a. Le registre d'entrée (registre IN)

Ce registre doit reprendre les données minimales suivantes :

- la nature du produit (produit phytopharmaceutique) ;
- l'identification des produits (nom commercial, ...) ;
- la quantité ;
- la date de réception ;
- l'identification de l'unité d'exploitation qui a livré le produit (exemple : firme X, entrepôt situé à Namur, rue Y).

Ce registre peut par exemple être composé par les factures d'achats des produits (ou bons de livraison), classées dans l'ordre chronologique.

Remarques :

Il n'est pas obligatoire de conserver ces données dans un registre distinct de celui utilisé pour les autres catégories de produits entrant dans l'exploitation.

Les entrepreneurs de parcs et jardins ne sont pas tenus de tenir un registre d'entrée.

Attention, tout exploitant doit pouvoir établir une relation entre les produits entrant et les produits sortant de l'exploitation (traçabilité).

Pour les PPP, il s'agit donc de compléter :

- le registre d'entrée et,
- le registre d'utilisation des PPP ou le registre de sortie (registre OUT) selon que le produit ait été utilisé ou qu'il ait quitté l'exploitation sans avoir été utilisé (produit vendu ou cédé).

² Les utilisateurs de produits phytopharmaceutiques à usage professionnel tenus de respecter les principes de la lutte intégrée contre les ennemis des cultures (IPM) doivent conserver leur registre d'utilisation pendant 6 ans.

b. Le registre d'utilisation des PPP

Ce registre doit reprendre les données suivantes :

- le nom du PPP (dénomination complète) ;
- l'ennemi visé³ ;
- le moment de l'utilisation (date(s) de traitement) ;
- la dose utilisée ;
- la localisation de la surface traitée (n° de parcelle (ou de lot), lieu-dit, n° de serre ou n° d'unité de stockage (si traitement post-récolte), ...)
- le nom de la culture traitée ;
- la variété emblavée (si la variété est identifiée)³ ;
- le précédent cultural de la culture en place³.

Pour les entrepreneurs de parcs et jardins, l'enregistrement des données « localisation » et « culture traitée » peut se faire en enregistrant l'adresse du lieu où le PPP est appliqué et le type de surface traitée (pelouse, allées, parterre, ...).



Attention, dans le cadre du contrôle pré-récolte, pour les exploitants qui produisent ou récoltent des produits repris à l'annexe I de l'arrêté royal du 13 juillet 2014 relatif à l'hygiène des denrées alimentaires (légumes de serre : laitues, feuilles de chêne, mâche, céleris, ...), ce registre doit être associé à un plan de situation mentionnant les numéros d'identification des parcelles concernées par l'usage des PPP (par exemple : un plan des serres, un photoplan, ...).

Les données d'utilisation doivent être enregistrées au plus tard 7 jours après l'exécution. Il est néanmoins conseillé d'enregistrer ces données immédiatement.

L'agriculteur est tenu de conserver ces données même lorsque les activités de pulvérisation sont confiées à un entrepreneur agricole et horticole.

Par conséquent, l'entrepreneur se doit de transmettre, pour chaque parcelle traitée, les données suivantes, par écrit ou électroniquement, à l'agriculteur endéans les 7 jours ou endéans les 24 heures si demande expresse de l'agriculteur :

- la date de traitement ;
- le nom complet du PPP utilisé ;
- la dose appliquée par hectare.



Il n'y a pas de format d'enregistrement obligatoire des données relatives à l'utilisation des PPP. Le registre d'utilisation des PPP peut, par exemple, être composé de fiches parcellaires reprenant toutes les données précitées.

Exception spécifique à l'utilisation de PPP dans les espaces publics (sous dérogation uniquement) :

Un registre prédéfini est disponible www.corder.be (onglets « Comité régional PHYTO » et « Boite à outils »).

Ce registre est à renvoyer chaque année avant le 31 janvier à l'adresse suivante :

 registre.pesticides.dgarne@spw.wallonie.be

Registre de vente

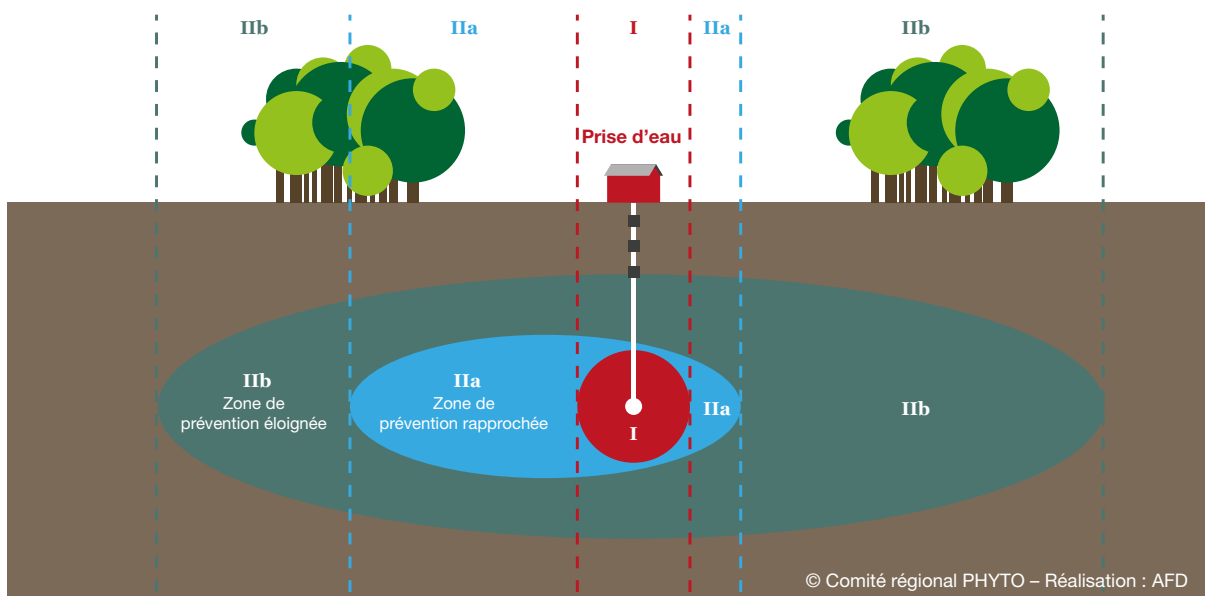
Les distributeurs/vendeurs de PPP doivent, lors de chaque vente d'un PPP à usage professionnel, enregistrer la date, le nom et la quantité de produit vendue, l'identité et le numéro de phytolice de l'acheteur et éventuellement le nom de l'entreprise. Ces données doivent être conservées pendant minimum 5 ans.

- L'exploitant est tenu de souscrire un contrat d'assurance d'un montant suffisant pour couvrir la responsabilité civile et de garder à la disposition du fonctionnaire chargé de la surveillance une copie desdits contrats d'assurance ainsi que de la preuve de paiement de la prime d'assurance pour l'année en cours.

³ Les données apparaissant en vert doivent être enregistrées par les utilisateurs de produits phytopharmaceutiques à usage professionnel tenus de respecter les principes de la lutte intégrée contre les ennemis des cultures (IPM).

7. Mesures de protection des ressources en eau

- En Wallonie, la protection des captages est organisée selon plusieurs zones au sein desquelles sont définies des restrictions concernant l'utilisation et le stockage des PPP.



En zone de protection de captage, le stockage de PPP n'est autorisé que :

- en zone IIb (zone de prévention éloignée) ;
- ou en zone IIa (zone de prévention rapprochée) s'il s'agit d'un local phyto existant avant la désignation officielle de la zone par arrêté ministériel. Il est donc interdit d'y implanter un nouveau local.

En zones IIa et IIb, les PPP doivent être contenus dans des récipients étanches, installés sur des surfaces imperméables et équipées d'un système de collecte garantissant l'absence de tout rejet liquide en cas de fuite.

Pour plus d'information

Sur les zones de prévention de captage :

<http://www.protecteau.be>

Pour accéder à la cartographie des zones de prévention de captage en Wallonie :

http://environnement.wallonie.be/zones_prevention/

- Ⓢ ■ Tout rejet direct dans les eaux souterraines de substances dangereuses (dont les PPP) est interdit.

Rejet direct = introduction dans les eaux souterraines sans passage par le sol ou le sous-sol (exemples : rejet dans des captages, des puits perdants, des piézomètres ou des entrées naturelles (chantoirs, karsts, fissures)).

A series of horizontal dotted lines for writing, spanning the width of the page.

Guides sectoriels de l'autocontrôle et Standards Vegaplan



1. Introduction

Les guides sectoriels d'autocontrôle

Selon la quantité de PPP détenue, les onglets **3**, **4** et **5** détaillent les mesures auxquelles tout utilisateur de PPP doit se soumettre pour que son local de stockage soit conforme aux exigences légales fédérales et régionales.

En 2005, sont venues s'ajouter d'autres mesures liées à l'obligation d'« autocontrôle » pour tous les opérateurs de la chaîne alimentaire.

L'autocontrôle permet de s'assurer que les produits d'une exploitation (d'un établissement) répondent aux prescriptions réglementaires relatives à la sécurité alimentaire, à la qualité des produits et à la traçabilité.

Différents « guides sectoriels d'autocontrôle », approuvés par l'AFSCA, ont été rédigés afin d'aider les opérateurs à prendre les mesures nécessaires pour respecter ces prescriptions. Parmi ceux-ci :

- Le guide sectoriel pour la production primaire – « G-040 » ;
- Le guide sectoriel pour les entrepreneurs agricoles et horticoles pour la production primaire – « G-033 ».

Le Standard Vegaplan

Le Standard Vegaplan intègre totalement le guide sectoriel d'autocontrôle et comprend en plus des exigences dites « extra-légales ».

Ce cahier des charges reprend donc non seulement les exigences réglementaires en matière de sécurité alimentaire et de qualité des produits mais également d'autres exigences relatives à l'environnement, à la sécurité et à la durabilité ou à des accords interprofessionnels conclus par rapport aux exigences spécifiques de certains acheteurs.

Deux Standards ont été créés :

- Le Standard Vegaplan pour la production primaire végétale ;
- Le Standard Vegaplan pour les entrepreneurs agricoles et horticoles pour la production primaire.

Il est vivement recommandé de se référer à la dernière version actualisée du Standard consultable gratuitement en ligne sur le site www.vegaplan.be (onglets «Agriculteurs Entrepreneurs» et «Spécifications et guides sectoriels»).

Certification

Les opérateurs qui le souhaitent peuvent demander à être certifiés par un organisme de certification indépendant (OCI) sur base du guide d'autocontrôle ou du Standard Vegaplan.

En appliquant le Standard Vegaplan, l'opérateur peut recevoir un certificat pour le guide sectoriel (preuve qu'il est en ordre pour l'AFSCA) et un certificat pour le Standard Vegaplan.

Ces certifications ne sont pas des obligations légales mais présentent certains avantages :

1. Une certification sur base du guide sectoriel de toutes les activités de l'exploitation donne le droit, l'année suivante, à une réduction de 75% de la contribution annuelle due à l'AFSCA ;
2. Les exploitations certifiées sont soumises à moins d'inspections inopinées de l'AFSCA ;
3. L'obtention du certificat Vegaplan permet à l'opérateur de prouver à ses acheteurs que son exploitation et ses produits répondent aux exigences réglementaires ainsi qu'aux standards de qualité recherchés par les acheteurs.



Vegaplan

Pour obtenir plus d'information
sur les guides sectoriels et les
Standards Vegaplan :

Vegaplan asbl

✉ info@vegaplan.be
✉ www.vegaplan.be

2. Pour les producteurs :

Exigences spécifiques au G-040 « Guide sectoriel pour la production primaire »

- Les PPP autorisés et les biocides sont entreposés dans une armoire ou un local adéquat, maintenu en bon état d'entretien et de propreté, fermé à clé et non accessible aux enfants et aux personnes non autorisées.
- Dans cette armoire/ce local peuvent aussi être stockés d'autres produits à condition qu'ils :
 - ne soient pas destinés à l'alimentation humaine ou animale ;
 - ne soient pas des médicaments ;
 - ne présentent pas un danger d'incendie ou d'explosion (pas de carburant, d'engrais nitriques, ...) ;
 - soient rangés séparément, sur des étagères distinctes et de manière à éviter tout risque de contact direct avec les pesticides.

Peuvent donc être stockés dans le local : l'eau de javel, les semences (à l'exception des graines destinées à la consommation directe ou à la production de graines germées), les oligoéléments, ainsi que le matériel spécifique pour l'utilisation de ces produits (pulvérisateur à dos, mesurette, balance...).

- Le local doit être équipé d'un éclairage électrique de qualité tandis que l'armoire doit être située à côté d'une source de lumière de qualité, ceci afin de permettre en permanence la lecture correcte des étiquettes.
- Si parmi les produits stockés se trouvent des PPP ou des biocides liquides, l'armoire/le local doit être à l'abri du gel.
- Les produits phytopharmaceutiques non utilisables (PPNU) et biocides périmés ou destinés à des fins privées sont rangés ensemble avec la mention « PPNU/périmé » et/ou « privé ».
- Un appareillage de pesage et/ou de mesure adéquat est présent.
- Un produit non autorisé en Belgique destiné à être utilisé sur des parcelles situées dans un pays frontalier doit faire l'objet d'une autorisation d'importation/exportation délivrée par l'ULC et être clairement identifié dans le local/l'armoire phyto. Ce produit doit être autorisé dans le pays étranger dans lequel les parcelles sont situées.



Exigences supplémentaires spécifiques au Standard Vegaplan



Le Standard Vegaplan intègre totalement le guide sectoriel. Toutes les exigences spécifiques au G-040 « Guide sectoriel pour la production primaire », mentionnées dans la section précédente, doivent donc être appliquées afin de respecter le Standard Vegaplan.

Les exigences suivantes sont applicables uniquement au Standard Vegaplan :

- Les équipements de protection adaptés, conformément aux instructions qui figurent sur l'étiquette des produits utilisés, sont disponibles (une paire de gants résistants aux produits chimiques, une combinaison et un masque respiratoire équipé de cartouches à charbon actif et couvrant au moins la moitié du visage). Les cartouches à charbon actif doivent au moins présenter un filtre contre les vapeurs organiques (bande brune/filtre A) et un filtre anti-poussière (bande blanche/filtre P).
- Les vêtements de protection utilisés exclusivement pour l'application de PPP (et biocides) doivent être conservés séparément des autres vêtements et ne peuvent pas être rangés dans le local ou l'armoire phyto.
- Les produits formulés en poudre ou granulés sont stockés au-dessus des liquides ou en sont séparés physiquement (ex : poudre à gauche, liquide à droite). Exceptionnellement, les produits liquides peuvent être stockés au-dessus des produits solides lorsqu'ils sont placés dans des bacs de rétention.
- Les fuites éventuelles doivent être récupérables (exemples : utilisation de bacs de rétention ou aménagement d'un seuil au niveau de la porte du local).
- Le sol doit être dur (exemples : revêtement en béton, dalles, ...).
- Un seau contenant des matières absorbantes (sciure, sable), un balai, une brosse à main, une ramassette et une poubelle doivent être présents dans le local ou à proximité immédiate de l'armoire de stockage afin de pouvoir nettoyer immédiatement d'éventuelles éclaboussures. Les matériaux contaminés doivent être transférés dans un récipient qui leur est destiné. Le matériel souillé doit être conservé dans un endroit sec et sûr jusqu'à la collecte par AgriRecover.
- Le local/l'armoire est composé(e) de matériaux résistants au feu. Une peinture ignifuge peut éventuellement être utilisée.
- Les câbles électriques sont en bon état.
- Les étagères sont en matériau non absorbant.
- Un kit de douche oculaire ou de l'eau courante est présent(e) à proximité du local ou de l'armoire.
- A titre de préparation à l'audit, l'agriculteur établit une liste des produits phytopharmaceutiques présents dans le local phyto. Cette liste est datée et mentionne les dénominations commerciales de tous les produits présents. Si des produits non autorisés sont présents, ils doivent être mentionnés séparément dans la liste.



© Comité régional PHYTO –
asbl CORDIER

3. Pour les entrepreneurs agricoles et horticoles

Exigences spécifiques au G-033 « Guide sectoriel pour les entrepreneurs agricoles et horticoles pour la production primaire »

- Les produits phytopharmaceutiques à usage professionnel et les biocides sont entreposés dans une armoire ou un local adéquat, maintenu en bon état d'entretien et de propreté, fermé à clé et non accessible aux enfants et aux personnes non autorisées.
- Dans cette armoire/ce local peuvent aussi être stockés d'autres produits à condition qu'ils :
 - ne soient pas destinés à l'alimentation humaine ou animale ;
 - ne soient pas des médicaments ;
 - ne présentent pas un danger d'incendie ou d'explosion ;
 - soient rangés séparément, sur des étagères distinctes et de manière à éviter tout risque de contact direct avec les produits phytopharmaceutiques.

Peuvent donc être stockés dans le local : l'eau de javel, les semences (à l'exception des graines destinées à la consommation directe ou à la production de graines germées), les oligoéléments, ainsi que le matériel spécifique pour l'utilisation de ces produits (pulvérisateur à dos, mesurette, balance...).



©PreventAgri

- Le local doit être équipé d'un éclairage électrique de qualité tandis que l'armoire doit être située à côté d'une source de lumière de qualité, ceci afin de permettre en permanence la lecture correcte des étiquettes.
- Si parmi les produits stockés se trouvent des PPP ou des biocides liquides, l'armoire/le local doit être à l'abri du gel.
- Les produits phytopharmaceutiques non utilisables (PPNU) et biocides périmés ou destinés à des fins privées sont rangés ensemble avec la mention « PPNU/périmé » et/ou « privé ».
- Un appareillage de pesage et/ou de mesure adéquat est présent.
- Les produits non autorisés en Belgique destinés à être utilisés sur des parcelles situées dans un pays frontalier font l'objet d'une autorisation d'importation/exportation délivrée par l'AFSCA et sont clairement identifiés dans le local/l'armoire phyto. Ces produits doivent être autorisés dans le pays étranger dans lequel les parcelles sont situées.

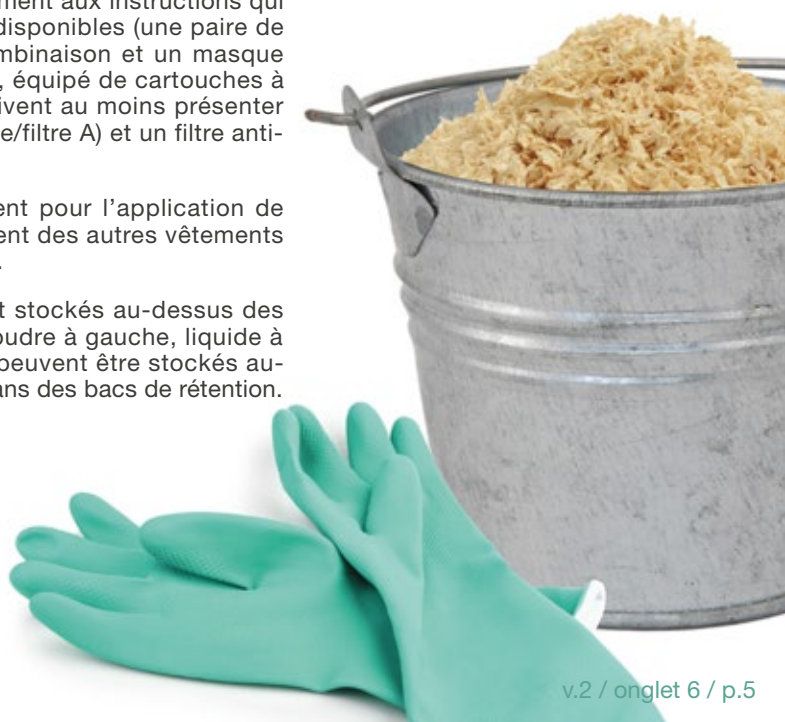
Exigences supplémentaires spécifiques au Standard Vegaplan



Le Standard Vegaplan intègre totalement le guide sectoriel. Toutes les exigences spécifiques au G-033 « Guide sectoriel pour les entrepreneurs agricoles et horticoles pour la production primaire », mentionnées dans la section précédente, doivent donc être appliquées afin de respecter le Standard Vegaplan.

Les exigences suivantes sont applicables uniquement au Standard Vegaplan :

- Les équipements de protection adaptés, conformément aux instructions qui figurent sur l'étiquette des produits utilisés, sont disponibles (une paire de gants résistants aux produits chimiques, une combinaison et un masque respiratoire couvrant au moins la moitié du visage, équipé de cartouches à charbon actif). Les cartouches à charbon actif doivent au moins présenter un filtre contre les vapeurs organiques (bande brune/filtre A) et un filtre anti-poussière (bande blanche/filtre P).
- Les vêtements de protection utilisés exclusivement pour l'application de PPP (et biocides) doivent être conservés séparément des autres vêtements et ne peuvent pas être rangés dans le local phyto.
- Les produits formulés en poudre ou granulés sont stockés au-dessus des liquides ou en sont séparés physiquement (ex : poudre à gauche, liquide à droite). Exceptionnellement, les produits liquides peuvent être stockés au-dessus des produits solides lorsqu'ils sont placés dans des bacs de rétention.



- Les fuites éventuelles doivent être récupérables (exemples : des bacs de rétention, un seuil, ...).
- Le sol doit être dur (exemples : revêtement en béton, dalles, ...).
- Un seau contenant des matières absorbantes (sciure, sable), un balai, une brosse à main, une ramassette et une poubelle doivent être présents dans le local ou à proximité immédiate de l'armoire de stockage afin de pouvoir nettoyer immédiatement d'éventuelles éclaboussures. Le matériel souillé est conservé dans un endroit sec et sûr jusqu'à la collecte par AgriRecover.
- Le local/l'armoire est composé(e) de matériaux résistants au feu. Une peinture ignifuge peut éventuellement être utilisée.
- Les câbles électriques sont en bon état.
- Les étagères sont en matériau non absorbant.
- Un kit de douche oculaire ou de l'eau courante est présent(e) à proximité du local ou de l'armoire phyto.
- A titre de préparation à l'audit, l'entrepreneur établit une liste des produits phytopharmaceutiques présents dans le local phyto. Cette liste est datée et mentionne les dénominations commerciales de tous les produits présents. Si des produits non autorisés sont présents, ils doivent être mentionnés séparément dans la liste.

Exigences spécifiques
au cahier des charges GLOBALG.A.P.




1. Introduction

La certification GLOBALG.A.P. est une certification reconnue à l'échelle internationale qui est basée sur le respect des bonnes pratiques agricoles et horticoles en matière de sécurité alimentaire, de qualité des produits, de protection de l'environnement, de sécurité et de santé des travailleurs et de bien-être animal.

Le présent onglet est un document de vulgarisation qui reprend les mesures à respecter en termes de gestion et de stockage des produits phytopharmaceutiques (PPP) pour répondre aux exigences du cahier des charges GLOBALG.A.P. Dès lors, il est toujours nécessaire de se référer à la norme originale pour préparer une certification et son audit.

Pour rappel, les mesures reprises dans les onglets **3**, **4** ou **5** doivent également être prises en considération pour que le local de stockage soit conforme aux législations fédérales et régionales en vigueur.

Pour plus d'information sur la certification GLOBALG.A.P. :

 www.globalgap.org

CPL Végémar

Centre Provincial Liégeois de Productions végétales et maraîchères

Rue de Huy, 123 – 4300 Waremmes

Tél: 04 279 68 77

 vegemar@provincedeliege.be

2. Exigences spécifiques au cahier des charges GLOBALG.A.P.

Caractéristiques et contenu du local/ de l'armoire de stockage

CB. 7.7.1¹

Les installations de stockage des PPP se conforment à toutes les lois et réglementations en vigueur au niveau national, régional et local.



Voir onglets **3**, **4** et **5** (selon la quantité de produits stockés).

Les installations de stockage sont sûres et fermées à clé.

La clé ne se trouve pas sur la porte et se trouve en lieu sûr, inaccessible aux enfants.

Le local peut être ouvert durant l'audit et lors de livraisons et d'utilisation des produits.



Le local doit toujours être fermé à clé, et inaccessible aux enfants et autres personnes non-autorisées. Présence du pictogramme « tête de mort » avec les mentions « poisons » et « accès réservé uniquement aux personnes autorisées ».

Les installations de stockage doivent disposer d'un équipement de mesure dont la graduation, pour les emballages, et le calibrage, sont vérifiés chaque année par le producteur afin de garantir la précision des mélanges. Les installations sont équipées d'instruments (comme par ex. des seaux, un point d'approvisionnement en eau, etc.) et sont gardées propres pour la manipulation sûre et efficace de tous les produits phytopharmaceutiques qui peuvent être appliqués.

Les installations de stockage doivent contenir les produits dans leur contenant et emballage d'origine.

CB. 7.7.2

La structure des installations de stockage des PPP est en bon état et solide.

Les capacités de stockage doivent être adaptées au volume maximal de PPP à stocker pendant la saison d'application des PPP. Les PPP sont stockés de sorte à ne pas présenter de danger pour les employés, ni générer de risque de contamination croisée entre PPP ni avec d'autres produits.

CB. 7.7.3

Les lieux de stockage sont adaptés aux conditions de température. Les PPP sont entreposés conformément aux recommandations sur les étiquettes.



Si présence de produits liquides, les installations de stockage doivent être à l'abri du gel.

¹ Les lettres et les chiffres introduisant chaque mesure correspondent aux références de ces mesures dans le cahier des charges GLOBALG.A.P. - Version française - Février 2019

CB. 7.7.4

Les installations de stockage des PPP disposent d'une ventilation d'air frais suffisante et constante afin d'éviter la formation de vapeurs nocives.



Une simple ouverture spécifique est suffisante, mais dans ce cas, il est possible de la refermer temporairement pour mettre l'installation de stockage à l'abri du gel.

CB. 7.7.5

Les installations de stockage des PPP disposent, ou sont situées dans des zones qui disposent, d'un éclairage suffisant, naturel ou artificiel, de sorte que toutes les étiquettes des produits soient bien lisibles sur les étagères.

CB. 7.7.6

Une barrière physique (mur, bâchage, etc.) permet de prévenir toute contamination croisée entre les PPP et les autres surfaces ou matériels qui peuvent entrer en contact avec la partie consommable des cultures.

CB. 7.7.7

Toutes les étagères de stockage des PPP sont faites de matières non absorbantes (exemples : des étagères en métal ou en plastique rigide ou recouvertes d'un revêtement imperméable, etc.).

CB. 7.7.8

Les installations de stockage des PPP disposent de réservoirs représentant 110% du volume du plus grand conteneur de liquide stocké, de façon à éviter toute fuite susceptible de contaminer l'extérieur de l'entrepôt.



Rappel : si votre installation de stockage contient plus de 25 kg de PPP, sa capacité de rétention devra en plus être au moins égale au quart du volume total des PPP liquides stockés.

AF 4.4.2

Tous les vêtements et équipements de protection, y compris les filtres de remplacement, doivent être entreposés en dehors du local phytopharmaceutique, dans un endroit ventilé et séparés physiquement de tout autre produit chimique susceptible de les contaminer.



Les vêtements de protection doivent donc être conservés distinctement des vêtements personnels et ne peuvent pas être stockés dans le local phyto même s'ils sont enfermés dans une boîte ou une armoire.

CB. 7.7.9

Les installations de stockage des PPP et tous les endroits réservés au remplissage ou au mélange sont équipés d'un récipient contenant des matières inertes absorbantes (exemples : sciure, sable), d'une balayette, d'une pelle et de sacs en plastique. Le récipient doit être placé dans un lieu fixe, pour servir exclusivement en cas de déversement accidentel des PPP.

CB. 7.7.11

Les PPP utilisés à d'autres fins que les cultures enregistrées ou certifiées GLOBALG.A.P. (exemple : usage jardin) sont clairement identifiés et stockés séparément dans l'entrepôt des PPP.



Exemple : annotation du compartiment réservé à ces produits.

CB. 7.7.12

Tous les PPP sous forme de solutions liquides sont stockés sur des étagères qui ne sont jamais situées au-dessus des produits formulés en poudre ou en granulés.



Exception : si les produits liquides sont stockés au-dessus des produits solides, ils doivent être placés dans des bacs de rétention.

CB. 7.7.14

Une procédure permanente à suivre en cas d'accident contenant :

- la référence de carte ou l'adresse de l'exploitation,
- la ou les personnes à contacter,
- une liste actualisée des numéros de téléphone pertinents (police, ambulance, hôpital, pompiers, accès à des soins médicaux d'urgence sur site ou après un transport, fournisseurs électricité d'eau et de gaz), et montrant visuellement les étapes de base des premiers soins en cas d'accident doit être accessible à tous à moins de 10 mètres des installations de stockage des PPP/produits chimiques et des lieux réservés au mélange.

CB. 7.7.15

Les installations de stockage des PPP/produits chimiques ainsi que toutes les zones de remplissage/mélange présentes sur l'exploitation disposent d'un kit de nettoyage oculaire, d'une source d'eau propre à une distance maximale de 10 mètres² et d'une trousse de premiers secours contenant le matériel de secours approprié. Tous ces équipements sont clairement et durablement identifiés par des panneaux.

Gestion et accès

CB. 7.7.10

Les installations de stockage des PPP sont fermées à clé et l'accès physique à ces endroits n'est autorisé qu'en présence de personnes qui peuvent prouver qu'elles ont reçu une formation officielle leur permettant de manipuler et utiliser les PPP en toute sécurité.

Obligations du gestionnaire

CB. 7.1.4

Les factures ou étiquettes d'emballages des PPP enregistrés utilisés doivent être conservées et disponibles au moment du contrôle externe.

CB. 7.3.1 à 7.3.7

L'ensemble des traitements réalisés fait l'objet d'enregistrements qui reprennent les éléments suivants :

- Nom de la culture et/ou variété ;
- Lieu d'application ;
- Date et heure de fin d'application ;
- Dénomination commerciale du produit et matière active ;
- Opérateur ;
- Motif d'application ;
- Autorisation technique de l'application ;
- Quantité de produit appliquée ;
- Machine utilisée pour l'application ;
- Délai avant récolte (DAR).
- Conditions météo au moment de l'application

CB. 7.7.13

Un état des stocks (type et volume des PPP stockés) doit être mis à jour dans un délai d'un mois après tout mouvement (entrées et sorties) des stocks. La mise à jour des stocks peut être calculée par l'enregistrement des fournitures (factures ou autres enregistrements de réceptions de PPP) et de l'utilisation des PPP (traitements/applications) mais des contrôles réguliers de l'état réel des stocks doivent également être réalisés pour éviter les écarts par rapport aux calculs.

² Il peut s'agir par exemple d'une bouteille d'eau potable, non-gazeuse et non-ouverte.

Foire aux questions



Liste des abréviations

AFSCA : Agence Fédérale pour la Sécurité de la Chaîne Alimentaire

AR : Arrêté royal

CRA-W : Centre wallon de Recherches Agronomiques

DAR : Délai avant récolte

DG : Direction Générale

DGARNE : Direction Générale de l'Agriculture des Ressources Naturelles et de l'Environnement

FAQ : Foire aux questions

FDS : Fiche de données de sécurité

Ha : Hectare

MAEC : Mesures Agro-Environnementales et Climatiques

OCI : Organisme de Certification Indépendant

P1 : Phytolice « Assistant usage professionnel »

P2 : Phytolice « Usage professionnel »

P3 : Phytolice « Distribution/Conseil »

Ps : Phytolice « Usage professionnel spécifique »

PAC : Politique Agricole Commune

PFRP : Programme Fédéral de Réduction des Pesticides

PPNU : Produit phytopharmaceutique non utilisable

PPP : Produit phytopharmaceutique

PWRP : Programme Wallon de Réduction des Pesticides

SCA : Système de Conseil Agricole

SPF : Service Public Fédéral

ULC : Unité Locale de Contrôle de l'AFSCA

Zone IIa : zone de prévention rapprochée d'un captage

Zone IIb : zone de prévention éloignée d'un captage

Faq

1. Implantation et agencement du local phyto

Un congélateur usagé peut-il être utilisé comme local de stockage ?

Oui, un congélateur usagé peut être utilisé comme une armoire phyto. Il doit cependant respecter toutes les prescriptions légales d'un dépôt classique, notamment :

- être ventilé efficacement ;
- être étanche (le trou d'évacuation des eaux en fond de congélateur doit donc être définitivement bouché) ;
- résister à la corrosion engendrée par les produits stockés ;
- être dépourvu de trop plein ou de conduite aboutissant vers l'extérieur.

S'il contient plus de 25 kg de PPP, ceux-ci doivent être placés de manière à pouvoir être identifiés facilement. Il faut dès lors éviter de surcharger le congélateur et éviter d'y superposer les produits.

Est-il possible de stocker dans le même local phyto, les PPP utilisés par plusieurs exploitations ?

Oui, si les PPP de chaque exploitant sont clairement séparés et identifiables (par la présence d'un étiquetage) et que la traçabilité est assurée.

Dans ce cas, chaque exploitant reste responsable des produits qu'il stocke et devra veiller à la tenue des registres relatifs à ses propres PPP.

Selon la classe de l'établissement, une déclaration environnementale globale devra être déposée ou une demande de permis d'environnement (ou unique) devra être introduite par l'un des exploitants. Celui-ci sera alors responsable de respecter et de faire respecter les normes mentionnées dans les conditions intégrales et sectorielles et, le cas échéant, dans les conditions particulières.

Toutefois, il serait logique (mais en rien obligatoire) de conseiller que le déclarant ou le demandeur de permis soit le propriétaire du local, le locataire principal ou celui qui y stocke le plus de produits.

L'agriculteur qui exerce également des activités d'entrepreneur agricole doit-il stocker séparément les PPP qu'il utilise dans son exploitation et ceux qu'il utilise dans le cadre de ses activités d'entrepreneur ?

L'agriculteur peut décider de gérer tout son stock de PPP dans le cadre de ses activités d'entrepreneur. Dans ce cas, il stocke les PPP et assure la traçabilité IN et OUT comme prévue dans le guide G-033. En tant qu'agriculteur, il devra toutefois également tenir des fiches parcelle (ou un autre système équivalent) afin qu'il soit possible de connaître les pulvérisations qu'il aura effectuées sur ses propres terres dans le cadre de ses activités d'entrepreneur.

 Source : https://www.favv-afscab.be/autocontrôle-fr/outils-spezifiques/production-primaire/_documents/01_FAQG-040PPfr15-05-2020-REV6.pdf

Comment réaliser le compartimentage des PPP présents dans un local phyto de classe 2 ?

S'ils sont présents dans le local, les produits de caractéristiques physico-chimiques incompatibles sont placés dans des compartiments distincts. Quatre catégories de produits sont définies et ne doivent jamais entrer en contact :

- les PPP inflammables ;
- les PPP corrosifs acides ;
- les PPP corrosifs basiques ;
- les autres produits phyto.

Les produits inflammables sont identifiables au moyen des pictogrammes repris sur l'étiquette des produits. Pour savoir si un produit est acide ou basique : consultez le chapitre 9 «propriétés physiques et chimiques» de sa fiche de données de sécurité (FDS) : si $\text{pH} > 7$, le produit est basique; si le $\text{pH} < 7$, le produit est acide.

Pour chacun de ces compartiments, un dispositif efficace de rétention doit permettre de récupérer les égouttures (exemples : seuil étanche à la porte, bacs de rétention ...):

- sa capacité est au moins égale au volume du plus gros conditionnement liquide et au moins égale au quart du volume total des liquides ;
- il est résistant à la corrosion (pour les produits corrosifs) ;
- il est dépourvu d'un trop plein ou de conduite aboutissant vers l'extérieur du dépôt.

Très souvent dans le local phyto, les PPP corrosifs et inflammables représentent de faibles volumes. Dans ce cas, il est conseillé de placer ces produits dans des bacs prévus à cet effet en matériaux chimiquement résistants.

Comment placer les produits de manière à faciliter leur identification ?

Les produits peuvent par exemple être « placés/rangés » en fonction de la nature du produit de manière à distinguer clairement les herbicides, fongicides, insecticides, ...

Ils sont également placés de manière à faciliter la lecture des étiquettes.

Je suis frontalier, puis-je stocker des produits non autorisés en Belgique en vue de les utiliser sur une de mes parcelles situées dans un pays limitrophe ?

Il est possible de conserver des PPP non autorisés en Belgique dans le but de les utiliser sur une des parcelles dans un pays limitrophe à condition :

- qu'ils soient autorisés dans le pays limitrophe ;
- de disposer d'une autorisation pour l'importation-exportation de PPP délivrée par l'AFSCA. Celle-ci peut être obtenue auprès des ULC ;
- de stocker ces produits séparément avec un étiquetage portant la mention « pour exportation ».

2. Déclaration environnementale du local phyto


Je possède déjà un permis d'environnement de classe 2 ou 3, dois-je déclarer mon local si celui-ci comporte 25 Kg ou plus de PPP ?

Oui, toutes les activités classées en classe 3 présentes sur une exploitation doivent être déclarées.

Comment déclarer un local phyto de classe 3 ?

Trois hypothèses sont envisageables :

1. L'exploitant exploite déjà un établissement non classé ou de classe 3 dument déclaré. Il complète le formulaire de déclaration des établissements de classe 3 (Annexe IX) et il le dépose auprès de son administration communale. Ce document est accessible via le lien suivant :

 <https://www.wallonie.be/fr/demarches/effectuer-une-declaration-denvironnement-pour-un-etablissement-de-classe-3>

Les informations suivantes lui seront demandées:

- numéro de rubrique°- n°63.12.17.01.01 ;
- libellé de la rubrique -« Dépôts de produits phytopharmaceutiques à usage professionnel à l'exception des dépôts visés à la rubrique 24.20 » : lorsque la quantité stockée est égale ou supérieure à 25 kg et inférieure à 5T ;

- libellé de la condition intégrale - « conditions intégrales pour les dépôts de produits phytopharmaceutiques à usage professionnel » ;
- description de l'établissement classé (il s'agit de décrire brièvement le local phyto : à quoi il sert, les précautions prises afin de prévenir les risques de pollution, éventuellement la description de l'environnement immédiat du local si cela aide à faire comprendre la description générale) ;
- deux plans de situation : un plan d'accès via le réseau routier ainsi qu'un plan précis de l'implantation du local dans l'exploitation (exemples : utiliser les plans déjà présentés dans le permis d'environnement, une copie de plan de secteur, photocopie d'une carte routière ...).

2. L'exploitant est déjà titulaire d'un permis de classe 1 ou 2 : l'ajout d'une installation ou activité de classe 3 dans un établissement déjà en classe 1 ou 2 peut se faire via le formulaire de déclaration de classe 3 (annexe IX) suivant la procédure décrite ci-dessus.

3. Le permis d'environnement existant vise déjà la rubrique 63.12.17.01.01 et il ne s'agit que d'une simple augmentation de la capacité du local phyto qui n'est pas de nature à aggraver directement ou indirectement les dangers, nuisances ou inconvénients à l'égard de l'homme ou de l'environnement : la modification peut faire l'objet d'une inscription dans le registre des modifications du permis d'environnement.

Lorsque l'exploitant inscrit une modification au registre, il doit y consigner les mêmes informations que pour la déclaration de classe 3 : description du local, rubrique et libellé, plans etc. Il transmet alors le registre au fonctionnaire technique du ressort et au Collège communal de la commune où est situé l'établissement à la date d'anniversaire du permis.

Pour la déclaration de dépôt en classe 2, existe-t-il des procédures différentes pour la déclaration de nouveaux dépôts, dépôts existants ou la modification de dépôts existants ?

Non, une demande de permis d'environnement concernant un dépôt de classe 2 suit toujours la même procédure que ce soit pour un nouveau dépôt, un dépôt existant ou la modification d'un dépôt existant.

S'il devait s'avérer que le projet soit un projet mixte (projet avec conjointement un volet environnemental et un volet urbanistique) la procédure serait alors celle du permis unique.

Quel est le montant de la sûreté à prévoir dans le cadre de l'exploitation d'un local phyto de classe 2 ?

Une sûreté, lorsqu'elle est requise, doit être établie au profit du Gouvernement. Elle est destinée à assurer l'exécution des obligations de l'exploitant en matière de remise en état du site. Le montant de la sûreté doit être équivalent aux frais que supporteraient les pouvoirs publics s'ils devaient faire procéder à cette remise en état.

Ici, la condition sectorielle n'impose pas d'office une sûreté, mais en vertu de l'article 55 du décret relatif au permis d'environnement, l'autorité compétente peut, sur proposition du fonctionnaire technique intégrée dans le rapport de synthèse, imposer à l'exploitant de fournir, avant la mise en œuvre du permis d'environnement, une sûreté.

En conséquence, le montant de la sûreté est calculé, au cas par cas, par le fonctionnaire technique en charge du dossier selon les risques présents dans l'exploitation. Les critères pris en compte sont nombreux : quantité et propriétés des produits stockés, moyens de prévention mis en place...

3. PPNU

Puis-je remettre à la collecte AgriRecover des produits que j'utilisais sur mes parcelles situées à l'étranger et qui n'ont jamais été autorisés en Belgique ? Y-a-t-il des particularités à respecter pour le stockage de ces PPNU ?

Non, AgriRecover ne reprend pas les PPP étrangers ou leurs emballages (ni pour les utilisateurs ni pour les vendeurs). Ils doivent être traités dans les filières étrangères (exemple : ADIVALOR en France). Les frontaliers belges doivent donc se rendre dans les endroits de collecte à l'étranger pour les évacuer.

Puis-je remettre à la collecte AgriRecover des produits autorisés pour une importation parallèle (xxxxP/P) devenus PPNU ?

Oui

Que dois-je faire si lors d'un audit, une non-conformité relative à la présence de produits phytopharmaceutiques non utilisables (PPNU) a été mise en évidence ?

Lors d'un audit, l'importance de la non-conformité sera fonction de la période depuis laquelle le(s) PPNU ne peuvent plus être utilisés. Les mesures à prendre pour lever la non-conformité sont fonction du type de cette non-conformité :

Pour lever une non-conformité de type A2 : les PPNU doivent être éliminés via une firme spécialisée et la preuve d'enlèvement des PPNU dans le délai fixé par l'OCI (30 jours maximum) doit être transmise.

Pour lever une non-conformité de type B : Plan d'action = engagement de remettre les PPNU lors de la prochaine récolte AgriRecover gratuite qui est organisée tous les deux ans.

Lorsqu'un exploitant doit contacter AgriRecover pour un enlèvement de PPNU hors campagne de récolte, cette reprise sera payante.

4. Divers

Quelle est la définition d'un local existant ?

Pour les dépôts de classe 2 (quantité stockée égale ou supérieure à 5 tonnes) :

« Établissement existant : l'établissement dûment déclaré ou autorisé avant l'entrée en vigueur du présent arrêté (le 22 juillet 2013) ainsi que l'établissement pour lequel une déclaration ou une demande de permis a été introduite avant l'entrée en vigueur du présent arrêté. La transformation ou l'extension d'un établissement que l'exploitant a, avant l'entrée en vigueur du présent arrêté, consignée dans le registre prévu par l'article 10, § 2, du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement est assimilée à un établissement existant; »

In : Arrêté du Gouvernement wallon du 13 juin 2013, déterminant les conditions sectorielles relatives aux dépôts de produits phytopharmaceutiques à usage professionnel... MB du 12 juillet 2013.

Pour les dépôts de classe 3 (quantité stockée égale ou supérieure à 25 kg et inférieure à 5 tonnes) :

« Établissement existant : l'établissement dûment déclaré avant l'entrée en vigueur du présent arrêté ainsi que l'établissement pour lequel une déclaration a été introduite avant l'entrée en vigueur du présent arrêté. Est assimilé à un établissement existant, tout établissement dont l'exploitant apporte la preuve qu'il détenait moins de 500 kg de produits phytopharmaceutiques avant l'entrée en vigueur du présent arrêté ; »

In : Arrêté du Gouvernement wallon du 13 juin 2013, déterminant les conditions intégrales relatives aux dépôts de produits phytopharmaceutiques à usage professionnel. MB du 12 juillet 2013.

Pour prouver qu'un dépôt, dont la capacité est égale ou supérieure à 25 kg et inférieure à 500 kg, était « existant » avant le 22 juillet 2013, tout élément de fait peut servir de preuve, par exemple:

- un permis d'environnement antérieur si le local y est mentionné (sans qu'il y soit nécessairement visé) ;
- un rapport de contrôle par un organisme officiel reconnu ;
- la certification par un organisme reconnu ;
- une vérification par un organisme indépendant reconnu ;
- une attestation/un rapport émanant du service d'incendie territorialement compétent ;
- une attestation/un rapport émanant du Service Interne de Prévention et Protection ;
- un rapport du Système de Conseil Agricole ;
- le registre d'utilisation de PPP à usage professionnel ;
- le titre de vendeur et/ou utilisateur agréé ;
- les preuves nominatives (nom de la personne concernée ou numéro d'entreprise) d'achat de PPP à usage professionnel (ou de produits anciennement classés) ;
- d'éventuels plans internes, d'attribution des locaux, ... ;
- ...

Comment l'AGW déterminant les conditions intégrales définit un « Nouveau local phyto » ?

Tous les locaux phyto qui ne rentrent pas dans la définition du « local phyto existant » sont considérés comme nouveaux (cf. question précédente).

Quelles sont les différents types de phytolice ?

Il existe 5 types de phytolice :

- NP : distribution ou conseil de PPP à usage non professionnel
- P1 : assistant usage professionnel (application de PPP autorisée sous l'autorité d'un titulaire d'une P2 ou P3)
- P2 : usage professionnel
- Ps : usage professionnel spécifique
- P3 : distribution ou conseil de PPP à usage professionnel (et non professionnel)

Pour plus d'information : www.phytolice.be

Quelles sont les exigences quant à la conservation des emballages rincés de PPP ?

Les emballages rincés de PPP ne doivent pas nécessairement être placés dans le local phyto.

Les emballages vides et les matériaux contaminés doivent être conservés dans un emballage fermé (exemple : un sac AgriRecover). Leur emplacement doit néanmoins éviter tous risques de contamination de l'environnement, des animaux, des aliments et des tierces personnes.

Qu'est-ce qu'un PPP autorisé pour une importation parallèle ?

Les produits phytopharmaceutiques (PPP) autorisés en Belgique reçoivent un numéro d'autorisation qui se termine soit par « /B » soit par « /P ». Lorsque le n° d'autorisation se termine par « /P », cela signifie qu'il a été autorisé pour une importation parallèle, c'est-à-dire qu'un produit de référence avec un n° d'autorisation « /B » de même composition avait préalablement été autorisé. Une demande a ensuite été déposée afin qu'un lot de produit de même composition autorisé dans un autre pays de l'Union européenne puisse être importé en Belgique. Ce lot sera mis sur le marché belge sous un n° d'autorisation « /P » valable une année et pour les mêmes usages que le PPP « /B » de référence.

Il est important de noter que lorsque l'autorisation du produit de référence (« /B ») subit des modifications (doses, cultures, etc.), le descriptif du produit autorisé pour une importation parallèle (« /P ») présent sur Phytoweb n'est pas adapté. Il est donc toujours utile de se reporter à l'autorisation du produit de référence (« /B »). De même, lorsque l'autorisation de ce produit de référence est retirée, le PPP autorisé pour une importation parallèle (« /P ») ne peut plus être utilisé.

Est-ce qu'un local phyto peut être aménagé dans la cave ou l'annexe d'une habitation ?

Moins de 25 kg de PPP stockés :

Oui, sauf s'il s'agit de PPP demandant une Ps (phytolice à usage professionnel spécifique). Pour ces PPP, le local ne peut pas se trouver dans un bâtiment où vivent des humains ou des animaux.

De 25 à 5000 kg de PPP stockés :

Oui, pour autant que ces pièces soient séparées des pièces d'habitation (pas de communication directe), par exemple, par un hall ou un couloir qui eux, ne constituent pas une pièce d'habitation.

Dans ces 2 cas, pour protéger la santé de l'opérateur et de sa famille, il n'est pas conseillé d'aménager un local dans la maison, que la pièce soit ou non une pièce d'habitation (il pourrait y avoir des émanations vers l'habitation). Une ventilation et un accès direct vers l'extérieur sont aussi à privilégier.

Une annexe spatialement séparée de l'habitation (2 bâtiments distincts ou non communicants) peut toutefois être aménagée en local phyto.

A series of horizontal dotted lines for writing, spanning the width of the page.

Checklists

Locaux de stockage contenant moins de 25 kg de PPP

1

Locaux de stockage contenant de 25 kg à moins de 5 tonnes de produits (locaux de classe 3)

2

Locaux contenant 5 tonnes de PPP et plus (locaux de classe 2)

3

Guide sectoriel de l'autocontrôle pour la production primaire - G040 et Standard Vegaplan pour les producteurs

4

Guide sectoriel de l'autocontrôle des entrepreneurs agricoles et horticoles pour la production primaire - G033 et Standard Vegaplan pour les entrepreneurs agricoles et horticoles

5

Checklist GLOBALG.A.P.

6

9

Checklists



Checklist N°1

Locaux de stockage contenant moins de 25 kg de PPP

Exigences	Conditionnalité	✓ ✗
Implantation du local	©	✓ ✗
Les locaux où sont stockés les PPP à usage professionnel dont l'usage est réservé au titulaire d'une phytolice « Ps » doivent être situés en dehors des bâtiments occupés par des personnes ou des animaux.		
Caractéristiques et contenu du local/de l'armoire de stockage		
Les produits stockés sont autorisés en Belgique.	©	
Les produits sont conservés dans leur emballage d'origine et accompagnés de leur étiquette d'origine.		
Le local/L'armoire est destiné(e) à ces produits.		
Le local/L'armoire est sec/sèche.		
Le local/L'armoire est efficacement ventilé(e).		
Le local/L'armoire est en bon état d'entretien et de propreté.		
Le local/L'armoire est fermé(e) à clé.		
Le local/L'armoire est agencé(e) pour la bonne conservation des produits.		
La mention « accès interdit aux personnes non autorisées » et un symbole équivalent sont apposés sur la porte du local / de l'armoire.		
L'identité, le n° de phytolice et les coordonnées du gestionnaire du local / de l'armoire sont apposées sur la porte du local / de l'armoire.		
Les PPNU sont stockés dans leur emballage d'origine, séparément et sont clairement identifiés par une pancarte « PPNU/périmé ».		
Les emballages vides sont rincés, nettoyés et séchés. Il est conseillé de les stocker dans un contenant adéquat fermé et étanche (ex. sac AgriRecover) qui est placé dans ou en dehors du local (cf. FAQ).		
Les médicaments, substances nutritives, denrées alimentaires, aliments pour animaux ou autres matières destinées à la consommation humaine ou animale ne sont pas stockés dans l'armoire ou le local phyto.		
Gestion et accès		
L'accès au local ou à l'armoire est réservé au titulaire d'une phytolice P1, P2 ou P3 ou à toute autre personne accompagnée d'un titulaire de phytolice P1, P2 ou P3.		
Les locaux utilisés pour stocker des produits à usage professionnel dont l'acte d'autorisation indique que l'usage est autorisé uniquement au titulaire d'une phytolice Ps sont uniquement accessibles aux titulaires d'une P1, P2, P3 ou Ps ou à toute personne accompagnée d'un titulaire d'une P1, P2, P3 ou Ps.		

Exigences	Conditionnalité	✓ ✗
<p>En cas d'absence d'un titulaire de phytolice, le local ou l'armoire utilisé pour stocker temporairement (max 72h) les produits à usage professionnel est :</p> <ul style="list-style-type: none"> → fermé à clé, sec, en bon état de propreté et d'entretien ; → agencé pour assurer la bonne conservation des produits ; → ne contient pas de médicaments, substances nutritives, denrées alimentaires, aliments pour animaux ou autres matières destinées à la consommation humaine ou animale. <p>La mention « accès interdit aux personnes non autorisées » et un symbole équivalent ainsi que l'identité, le n° de phytolice et les coordonnées du gestionnaire du local / de l'armoire sont apposés sur la porte.</p> <p>Si le local/l'armoire ne contient pas de produits dont l'acte d'autorisation indique que l'usage est autorisé uniquement au titulaire d'une Ps, le gestionnaire du local est titulaire d'une P2 ou d'une P3.</p> <p>Si le local/l'armoire contient des produits dont l'acte d'autorisation indique que l'usage est autorisé uniquement au titulaire d'une Ps, le gestionnaire du local est titulaire d'une Ps ou d'une P3.</p>	©	✓ ✗
Obligations du gestionnaire		
Les documents permettant d'identifier la nature et les risques des produits, en particulier les fiches de données de sécurité, sont disponibles.		
Le registre des déchets dangereux est disponible.		
Le registre d'utilisation des PPP et les éventuels autres registres (entrée/sortie) sont correctement tenus à jour. Les registres d'entrée et d'utilisation des PPP sont correctement tenus à jour.	©	
Mesures de protection des ressources en eau		
Si le local est situé en zone de prévention rapprochée (IIa) ou éloignée (IIb), les PPP doivent être contenus dans des récipients étanches, installés sur des surfaces imperméables et équipées d'un système de collecte garantissant l'absence de tout rejet liquide en cas de fuite.		
Absence de rejet direct.	©	

Checklist N°2

Locaux de stockage contenant de 25 kg à moins de 5 tonnes de produits (locaux de classe 3)

Exigences	Conditionnalité	✓ ✗
<p>Permis d'environnement</p> <p>Déclaration de classe 3 auprès de l'administration communale.</p>	©	
Implantation du local		
<p>En cas de nouvelle implantation, l'entrée du local est située :</p> <ul style="list-style-type: none"> → à plus de 5 mètres de la voirie publique ; → à plus de 10 mètres des habitations de tiers ; → à plus de 10 mètres d'une eau de surface, d'un point d'entrée préférentiel vers les eaux souterraines, d'un piézomètre ou d'un point d'entrée d'égout public. 		
<p>Les locaux où sont stockés les PPP à usage professionnel dont l'usage est réservé au titulaire d'une phytolicense « Ps » doivent être situés en dehors des bâtiments occupés par des personnes ou des animaux.</p>		
<p>Le local/L'armoire n'est pas en communication directe avec un local d'habitation.</p>		
<p>Un accès à partir de la voie publique vers le dépôt est assuré au service d'incendie territorialement compétent, conformément aux instructions de celui-ci.</p>		
Caractéristiques et contenu du local/de l'armoire de stockage		
<p>Les produits stockés sont autorisés en Belgique.</p>	©	
<p>Les produits sont conservés dans leur emballage d'origine et accompagnés de leur étiquette d'origine.</p>		
<p>Le local/ L'armoire est sec/sèche.</p>		
<p>Le local/ L'armoire est efficacement ventilé(e).</p>		
<p>Le local/ L'armoire est en bon état d'entretien et de propreté.</p>		
<p>Le local/ L'armoire est fermé(e) à clé.</p>		
<p>Le local/ L'armoire est agencé(e) pour la bonne conservation des produits.</p>		
<p>La mention « accès interdit aux personnes non autorisées » et un symbole équivalent sont apposés sur la porte du local / de l'armoire.</p>		
<p>L'identité, le n° phytolicense et les coordonnées du gestionnaire du local / de l'armoire sont apposées sur la porte du local / de l'armoire.</p>		
<p>Si le local contient des produits qui ne sont pas des PPP ceux-ci :</p> <ul style="list-style-type: none"> → ne sont pas des médicaments ; → ne sont pas destinés à l'alimentation humaine ou animale ; → ne présentent pas un risque d'incendie ou d'explosion ; → sont rangés séparément, sur des étagères distinctes. 		
<p>Les produits sont placés de manière à être identifiés facilement.</p>		
<p>Des matières absorbantes sont placées dans ou à proximité du local / de l'armoire.</p>		
<p>Les PPNU sont stockés dans leur emballage d'origine, séparément et sont clairement identifiés par une pancarte « PPNU/périmé ».</p>		

Exigences	Conditionnalité	✓ ✗
Les emballages de PPP vides sont rincés, nettoyés et séchés.	©	
Les emballages de PPP et matériaux contaminés par les PPP sont conservés dans un emballage fermé réservé à cet effet qui est placé dans ou en dehors du local (cf. FAQ).		
Si l'emballage utilisé est un sac AgriRecover, les recommandations faites par AgriRecover concernant le tri sont respectées.		
La capacité du dispositif de rétention est suffisante.		
Le dispositif de rétention est étanche et résiste à la corrosion engendrée par les produits stockés.		
Le sol assure la stabilité des récipients stockés.		
Gestion et accès		
L'accès au local ou à l'armoire est uniquement réservé au titulaire d'une phytolice P1, P2 ou P3 ou à toute autre personne accompagnée d'un titulaire de phytolice P1, P2 ou P3.		
Les locaux utilisés pour stocker des produits à usage professionnel dont l'acte d'autorisation indique que l'usage est autorisé uniquement au titulaire d'une phytolice Ps sont uniquement accessibles aux titulaires d'une P1, P2, P3 ou Ps ou à toute personne accompagnée d'un titulaire d'une P1, P2, P3 ou Ps.		
<p>En cas d'absence d'un titulaire de phytolice, le local ou l'armoire utilisé pour stocker temporairement (max 72h) les produits à usage professionnel est :</p> <ul style="list-style-type: none"> → fermé à clé, sec, ventilé, en bon état de propreté et d'entretien ; → agencé pour assurer la bonne conservation des produits ; → ne contient pas de médicaments, substances nutritives, denrées alimentaires, aliments pour animaux ou autres matières destinées à la consommation humaine ou animale. <p>La mention « accès interdit aux personnes non autorisées » et un symbole équivalent ainsi que l'identité, le n° de phytolice et les coordonnées du gestionnaire du local / de l'armoire sont apposés sur la porte.</p>		
Si le local/ l'armoire ne contient pas de produits dont l'acte d'autorisation indique que l'usage est autorisé uniquement au titulaire d'une Ps, le gestionnaire du local est titulaire d'une P2 ou d'une P3.		
Si le local/l'armoire contient des produits dont l'acte d'autorisation indique que l'usage est autorisé uniquement au titulaire d'une Ps, le gestionnaire du local est titulaire d'une Ps ou d'une P3.		
Prévention incendies		
Un système d'extinction adapté aux produits stockés est présent.		
Le système d'extinction est vérifié régulièrement.		
En cas de nouvelle implantation ou de modification, un contact est pris avec le service incendie.		

Exigences	Conditionnalité	✓ ✗
Obligations du gestionnaire		
Les documents permettant d'identifier la nature des produits stockés et les risques liés à leur présence, en particulier les fiches de données de sécurité, sont disponibles.		
Le registre des déchets dangereux est disponible.		
Le registre d'utilisation des PPP et les éventuels autres registres (entrée/sortie/vente) sont correctement tenus à jour.	©	
L'exploitant est tenu de souscrire un contrat d'assurance d'un montant suffisant pour couvrir la responsabilité civile.		
Mesures de protection des ressources en eau		
Si le local est situé en zone de prévention rapprochée (IIa) ou éloignée (IIb), les PPP doivent être contenus dans des récipients étanches, installés sur des surfaces imperméables et équipées d'un système de collecte garantissant l'absence de tout rejet liquide en cas de fuite.		
Absence de rejet direct.	©	

A series of horizontal dotted lines for writing, spanning the width of the page.

Checklist N° 3

Locaux contenant 5 T de PPP et plus (locaux de classe 2)

Exigences	Conditionnalité Ⓢ	✓ ✗
Permis d'environnement		
Permis d'environnement de classe 2		
Implantation du local		
En cas de nouvelle implantation, l'entrée du local doit être située : → à plus de 5 mètres de la voirie publique; → à plus de 10 mètres des habitations de tiers; → à plus de 10 mètres d'une eau de surface, d'un point d'entrée préférentiel vers les eaux souterraines, d'un piézomètre ou d'un point d'entrée d'égout public.		
Le local n'est pas en communication directe avec un local d'habitation.		
Les locaux où sont stockés les PPP à usage professionnel dont l'usage est réservé au titulaire d'une phytolice « Ps » doivent être situés en dehors des bâtiments occupés par des personnes ou des animaux.		
Un accès à partir de la voie publique vers le dépôt est assuré au service d'incendie territorialement compétent, conformément aux instructions de celui-ci.		
Caractéristiques et contenu du local/de l'armoire de stockage		
Les produits stockés sont autorisés en Belgique.	Ⓢ	
Les produits sont conservés dans leur emballage d'origine et accompagnés de leur étiquette d'origine.		
Le local/ L'armoire est sec/sèche.		
Le local/ L'armoire est efficacement ventilé(e).		
Le local/ L'armoire est en bon état d'entretien et de propreté.		
Le local/ L'armoire est fermé(e) à clé.		
Le local/ L'armoire est conditionné(e) pour la bonne conservation des produits.		
La mention « accès interdit aux personnes non autorisées » et un symbole équivalent sont apposés sur la porte du local / de l'armoire.		
L'identité, le n° de phytolice et les coordonnées du gestionnaire du local / de l'armoire sont apposées sur la porte du local / de l'armoire.		
Si le local contient des produits qui ne sont pas des PPP ceux-ci : → ne sont pas des médicaments ; → ne sont pas destinés à l'alimentation humaine ou animale ; → ne présentent pas un risque d'incendie ou d'explosion ; → sont rangés séparément, sur des étagères distinctes.		
Les produits sont placés de manière à être identifiés facilement.		

Exigences	Conditionnalité ©	✓ ✗
<p>Les PPP présentant des caractéristiques physico-chimiques incompatibles ou susceptibles de provoquer une réaction chimique en cas de contact sont répartis dans différents compartiments :</p> <ul style="list-style-type: none"> → les compartiments sont composés de matériaux compatibles avec l'ensemble des produits qui y sont entreposés ; → chaque compartiment est conçu et agencé de manière à permettre un accès facile. 		
<p>Le local est aménagé pour éviter tout déversement accidentel des produits stockés.</p>		
<p>Une cuvette de rétention permet de récolter les PPP en cas de déversement accidentel.</p>		
<p>Si un compartimentage est imposé, chaque compartiment dispose d'une cuvette de rétention.</p>		
<p>Chaque cuvette de rétention présente un volume de récolte adéquat.</p>		
<p>Les cuvettes de rétention sont dépourvues de trop plein ou de conduite aboutissant vers l'extérieur du dépôt.</p>		
<p>Le sol, les murs ou digues des cuvettes de rétention sont étanches et sont constituées de matériaux résistant aux substances susceptibles d'y être déversées.</p>		
<p>Des matières absorbantes sont placées dans ou à proximité du dépôt.</p>		
<p>Les PPNU sont stockés dans leur emballage d'origine, séparément et sont clairement identifiés par une pancarte « PPNU/périmé ».</p>		
<p>Les emballages vides de PPP sont rincés, nettoyés et séchés.</p>		
<p>Les emballages de PPP et matériaux contaminés par les PPP sont conservés dans un emballage fermé réservé à cet effet qui est placé dans ou en dehors du local (cf. FAQ).</p>		
<p>Si l'emballage utilisé est un sac AgriRecover, les recommandations faites par AgriRecover concernant le tri sont respectées.</p>		
<p>Gestion et accès</p>		
<p>L'accès au local ou à l'armoire est uniquement réservé au titulaire d'une phytolice P1, P2 ou P3 ou à toute autre personne accompagnée d'un titulaire de phytolice P1, P2 ou P3.</p>		
<p>Les locaux utilisés pour stocker des produits à usage professionnel dont l'acte d'autorisation indique que l'usage est autorisé uniquement au titulaire d'une phytolice Ps sont uniquement accessibles aux titulaires d'une P1, P2, P3 ou Ps ou à toute personne accompagnée d'un titulaire d'une P1, P2, P3 ou Ps.</p>		
<p>En cas d'absence d'un titulaire de phytolice, le local ou l'armoire utilisé pour stocker temporairement (max 72h) les produits à usage professionnel est :</p>		
<p>→ fermé à clé, sec, ventilé, en bon état de propreté et d'entretien ;</p>		
<p>→ agencé pour assurer la bonne conservation des produits ;</p>		
<p>→ ne contient pas de médicaments, substances nutritives, denrées alimentaires, aliments pour animaux ou autres matières destinées à la consommation humaine ou animale.</p>		
<p>La mention « accès interdit aux personnes non autorisées », un symbole équivalent ainsi que l'identité, le n° de phytolice et les coordonnées du gestionnaire du local / de l'armoire sont apposés sur la porte.</p>		
<p>Si le local/ l'armoire ne contient pas de produits dont l'acte d'autorisation indique que l'usage est autorisé uniquement au titulaire d'une Ps, le gestionnaire du local est titulaire d'une P2 ou d'une P3.</p>		

Exigences	Conditionnalité	✓ ✗
Si le local/l'armoire contient des produits dont l'acte d'autorisation indique que l'usage est autorisé uniquement au titulaire d'une Ps, le gestionnaire du local est titulaire d'une Ps ou d'une P3.	Ⓢ	
Prévention incendies		
Le local est équipé de détecteurs d'incendies et d'une alarme conformes aux prescriptions du service incendie.		
Le local est muni d'extincteurs conformes aux prescriptions du service incendie (type, nombre, disposition).		
En cas de nouvelle implantation ou de modification, un contact est pris avec le service incendie		
Obligations du gestionnaire		
Les documents permettant d'identifier la nature des produits stockés et les risques liés à leur présence sont disponibles.		
Le registre des déchets dangereux est disponible.		
Le registre d'utilisation des PPP et les éventuels autres registres (entrée/sortie/vente) sont correctement tenus à jour.	Ⓢ	
L'exploitant est tenu de souscrire un contrat d'assurance d'un montant suffisant pour couvrir la responsabilité civile.		
Une copie du contrat ainsi que la preuve de paiement de la prime d'assurance pour l'année en cours sont disponibles.		
Mesures de protection des ressources en eau		
Si le local est situé en zone de prévention rapprochée (IIa) ou éloignée (IIb), les PPP doivent être contenus dans des récipients étanches, installés sur des surfaces imperméables et équipées d'un système de collecte garantissant l'absence de tout rejet liquide en cas de fuite.		
Absence de rejet direct.	Ⓢ	

A series of horizontal dotted lines for writing, spanning the width of the page.

Système d'évaluation du guide sectoriel :

Lors de l'évaluation de la mise en œuvre du guide sectoriel G040 par l'AFSCA ou un OCI¹, le non-respect ou le manquement vis-à-vis des exigences donne lieu à :

- des non-conformités majeures (A),
- ou des non-conformités mineures (B),
- ou des remarques (+*).

Pour chaque exigence du guide sectoriel, le niveau de non-conformité maximale atteint en cas de non-respect est repris dans la colonne « NCM » de la checklist.

Gestion des non-conformités :

Les non-conformités de type A doivent être éliminées endéans une période définie (maximum 3 mois dans le cas d'un audit initial; un mois s'il s'agit d'un audit de renouvellement).

Les non-conformités de type B doivent faire l'objet d'un plan d'actions correctives mis en œuvre dans un délai de 6 mois.

☞ Pour plus de détail sur la gestion des non-conformités : www.afsca.be

Système d'évaluation du Standard Vegaplan

Le Standard Vegaplan adopte trois niveaux d'exigences : niveaux 1, 2 et 3.

- Les exigences de niveau 1 doivent toutes être respectées pour pouvoir obtenir la certification Vegaplan.
- Les exigences de niveau 2 doivent être au moins respectées à 70%. (70% de ces exigences doivent être respectées).
- Les exigences de niveau 3 sont des recommandations. Le non-respect de ces exigences n'influence pas l'obtention de la certification.

Gestion des non-conformités

Les non-conformités de niveau 1 doivent être éliminées endéans une période définie (maximum 3 mois dans le cas d'un audit initial; un mois s'il s'agit d'un audit de renouvellement).

¹ OCI : Organisme de Certification et d'Inspection ou Organisme de Certification Indépendant

Le Standard Vegaplan intègre totalement le guide sectoriel. Une seule checklist reprenant l'ensemble des exigences des deux cahiers des charges a donc été développée.

Les utilisateurs qui ne sont pas soumis au Standard Vegaplan ne doivent tenir compte que des mesures pour lesquelles le symbole A, B ou +* est inscrit dans la colonne « NCM » de la checklist.

L'utilisateur doit également consulter les checklists des onglets 3, 4 ou 5. En effet, selon la quantité de produits stockés, ces trois onglets reprennent les exigences que tout utilisateur de PPP doit respecter.

Checklist N°4

Guide sectoriel de l'autocontrôle pour la production primaire - G040 et Standard Vegaplan pour les producteurs

Exigences	NCM GS	NC Vegaplan	✓✗
Les produits sont stockés dans une armoire ou un local adéquat maintenu en bon état d'entretien et de propreté.	A	1	
Le local /L'armoire est fermé(e) à clé et non accessible aux enfants et aux personnes non autorisées.	A	1	
Le local/L'armoire est sec /sèche.	A	1	
Le local/L'armoire est efficacement aéré(e).	A	1	
Les PPP et les biocides sont conservés dans leur emballage d'origine et accompagnés de leur étiquette d'origine.	A	1	
Les PPNU et biocides périmés sont rangés ensemble avec la mention « PPNU/ périmé ». Les PPP et biocides destinés à des fins privées sont rangés ensemble avec la mention « privé ».	A	1	
Les produits autres que les PPP rangés dans le local phyto répondent aux conditions suivantes : → ne sont pas destinés à l'alimentation humaine ou animale ; → ne sont pas des médicaments ; → ne présentent pas un danger d'incendie ou d'explosion ; → sont rangés séparément, sur des étagères distinctes et de manière à éviter tout risque de contact direct avec les pesticides.	A	1	
La mention « accès interdit aux personnes non autorisées » et un symbole équivalent, un symbole de danger approprié (recommandation), l'identité, le n° de phytolice et les coordonnées du gestionnaire du local/de l'armoire sont apposés au niveau de l'accès direct au local/à l'armoire.	A	1	
Eclairage de qualité.	B	1	
Les mesures supplémentaires éventuellement imposées dans l'autorisation des produits à usage professionnel dont l'autorisation indique que l'usage est autorisé uniquement aux titulaires d'une phytolice «Usage professionnel spécifique (Ps)» doivent être respectées.	A	1	
Si présence de PPP liquides : le local / l'armoire est à l'abri du gel.	A	1	
Un appareillage de pesage et/ou de mesure adéquat est présent.	A	1	
Si détention de produits non autorisés en Belgique : ceux-ci font l'objet d'une autorisation d'importation/exportation délivrée par l'AFSCA et sont clairement identifiés dans le local/l'armoire phyto. Ces produits sont autorisés dans le pays étranger dans lequel ils seront utilisés.	A	1	
Les vêtements de protection utilisés exclusivement pour l'application de PPP (et de biocides) ne sont pas rangés dans le local phyto et sont rangés séparément des autres vêtements.		1	
Les poudres et granulés sont rangés au-dessus des liquides ou en sont séparés physiquement. Si les liquides sont situés au-dessus des poudres ou des granulés, ils sont placés dans des bacs de rétention.		2	
Les fuites éventuelles sont récupérables.		3	
Le sol est dur.		2	
Un seau contenant de la matière absorbante (sable, sciure), un balai, une brosse à main, une ramassette et une poubelle sont présents dans le local ou à proximité de l'armoire.		2	
L'espace de rangement (local ou armoire) est composé de matériaux résistants au feu. Les câbles électriques sont en bon état.		2	
Les étagères sont en matériau non absorbant.		2	
Kit de douche oculaire ou de l'eau courante à proximité.		2	
Les registres d'entrée et d'utilisation sont correctement tenus à jour.	A	1	
Une liste des produits phyto et PPNU présents est réalisée en préparation à l'audit.		2	

Système d'évaluation du guide sectoriel :

Lors de l'évaluation de la mise en œuvre du guide sectoriel G033 par l'AFSCA ou un OCI¹, le non-respect ou le manquement vis-à-vis des exigences donne lieu à :

- des non-conformités majeures (A),
- ou des non-conformités mineures (B),
- ou des remarques (+*).

Pour chaque exigence du guide sectoriel, le niveau de non-conformité maximale atteint en cas de non-respect est repris dans la colonne « NCM » de la checklist.

Gestion des non-conformités :

Les non-conformités de type A doivent être éliminées endéans une période définie (maximum 3 mois dans le cas d'un audit initial; un mois s'il s'agit d'un audit de renouvellement).

Les non-conformités de type B doivent faire l'objet d'un plan d'actions correctives mis en œuvre dans un délai de 6 mois.

☞ Pour plus de détail sur la gestion des non-conformités : www.afsca.be

Système d'évaluation du Standard Vegaplan

Le Standard Vegaplan adopte trois niveaux d'exigences : niveaux 1, 2 et 3.

- Les exigences de niveau 1 doivent toutes être respectées pour pouvoir obtenir la certification Vegaplan.
- Les exigences de niveau 2 doivent être au moins respectées à 70%. (70% de ces exigences doivent être respectées).
- Les exigences de niveau 3 sont des recommandations. Le non-respect de ces exigences n'influence pas l'obtention de la certification.

Gestion des non-conformités

Les non-conformités de niveau 1 doivent être éliminées endéans une période définie (maximum 3 mois dans le cas d'un audit initial; un mois s'il s'agit d'un audit de renouvellement).

¹ OCI : Organisme de Certification et d'Inspection ou Organisme de Certification Indépendant

Le Standard Vegaplan intègre totalement le guide sectoriel. Une seule checklist reprenant l'ensemble des exigences des deux cahiers des charges a donc été développée.

Les utilisateurs qui ne sont pas soumis au Standard Vegaplan ne doivent tenir compte que des mesures pour lesquelles le symbole A, B ou +* est inscrit dans la colonne « NCM » de la checklist.

L'utilisateur doit également consulter les checklists des onglets 3, 4 ou 5. En effet, selon la quantité de produits stockés, ces trois onglets reprennent les exigences que tout utilisateur de PPP doit respecter.

Checklist N°5

Guide sectoriel de l'autocontrôle pour les entrepreneurs agricoles et horticoles pour la protection primaire – G033 et Standard Vegaplan pour les entrepreneurs agricoles et horticoles

Exigences	NCM GS	NC Vegaplan	✓ ✗
Les produits sont stockés dans une armoire ou un local adéquat maintenu en bon état d'entretien et de propreté.	A	1	
Le local/L'armoire est fermé(e) à clé et non accessible aux enfants et aux personnes non autorisées.	A	1	
Le local/L'armoire est sec /sèche.	B	1	
Le local/L'armoire est efficacement aéré(e).	A	1	
Les PPP et les biocides sont conservés dans leur emballage d'origine et accompagnés de leur étiquette d'origine.	A	1	
Les PPNU et biocides périmés sont rangés ensemble avec la mention "PPNU/périmé".	A	1	
Les PPP et biocides destinés à des fins privées sont rangés ensemble avec la mention "privé".			
Les produits autres que les PPP rangés dans le local phyto répondent aux conditions suivantes : → ne sont pas destinés à l'alimentation humaine ou animale ; → ne sont pas des médicaments ; → ne présentent pas un danger d'incendie ou d'explosion ; → sont rangés séparément, sur des étagères distinctes et de manière à éviter tout risque de contact direct avec les pesticides.	A	1	
Les conditionnements vides et rincés sont conservés en sécurité et remis à AgriRecover.	A	1	
La mention « accès interdit aux personnes non autorisées » et un symbole équivalent, un symbole de danger approprié (recommandation), l'identité, le n° de phytolice et les coordonnées du gestionnaire du local/de l'armoire sont apposés au niveau de l'accès direct au local/à l'armoire.	A	1	
Eclairage de qualité.	B	1	
Les mesures supplémentaires éventuellement imposées dans l'autorisation des produits à usage professionnel dont l'autorisation indique que l'usage est autorisé uniquement aux titulaires d'une phytolice «Usage professionnel spécifique (Ps)» doivent être respectées.	A	1	
Si présence de PPP liquides : le local / l'armoire est à l'abri du gel.	A	1	
Un appareillage de pesage et/ou de mesure adéquat est présent.	A	1	
Si détention de produits non autorisés en Belgique : ceux-ci font l'objet d'une autorisation d'importation/exportation délivrée par l'AFSCA et sont clairement identifiés dans le local/l'armoire phyto. Ces produits sont autorisés dans le pays étranger dans lequel ils seront utilisés.	A	1	
Les vêtements de protection utilisés exclusivement pour l'application de PPP (et de biocides) ne sont pas rangés dans le local phyto et sont rangés séparément des autres vêtements.		1	

Les poudres et granulés sont rangés au-dessus des liquides ou en sont séparées physiquement. Si les liquides sont situés au-dessus des poudres, ils sont placés dans des bacs de rétention.		2	
Les fuites éventuelles sont récupérables.		3	
Le sol est dur.		2	
Un seau contenant de la matière absorbante (sable, sciure), un balai, une brosse à main, une ramassette et une poubelle sont présents dans le local ou à proximité de l'armoire.		2	
L'espace de rangement (local ou armoire) est composé de matériaux résistants au feu. Les câbles électriques sont en bon état.		2	
Les étagères sont en matériau non absorbant.		2	
Kit de douche oculaire ou de l'eau courante à proximité.		2	
Les registres d'entrée et d'utilisation sont correctement tenus à jour.	A	1	
Une liste des produits phyto et PPNU présents est réalisée en préparation à l'audit.		2	

Handwriting practice lines consisting of 25 horizontal dotted lines.

Système d'évaluation

Pour obtenir la certification GLOBALG.A.P., 100% des exigences majeures et 95% des exigences mineures applicables doivent être respectées.

M = exigence majeure ; **m** = exigence mineure.

L'utilisateur doit également consulter les checklists des onglets **3**, **4** ou **5**. En effet, selon la quantité de produits stockés, ces trois onglets reprennent les exigences que tout utilisateur de PPP doit respecter.

Checklist GLOBALG.A.P.

N°	Point de contrôle	Critères de conformité	Niveau d'exigence	✓ ✗
Caractéristiques du local / de l'armoire de stockage				
CB.7.7.1	Les PPP sont-ils stockés conformément aux réglementations locales, dans un lieu sûr disposant de suffisamment d'installations de dosage et de mélange, et sont-ils conservés dans leur emballage d'origine ?	<p>Les installations de stockage des PPP se conforment à toutes les lois et réglementations en vigueur au niveau national, régional et local.</p> <p>Les installations sont sûres et sous clé.</p> <p>Les installations de stockage de PPP ou le lieu où sont effectués le remplissage et le mélange des PPP) si celui-ci est différent) disposent d'un équipement de mesure dont la graduation, pour les emballages et le calibrage, sont vérifiés chaque année par le producteur afin de garantir la précision des mélanges et sont équipés d'instruments, (comme par ex. des seaux, un point d'approvisionnement en eau, etc.) pour la manipulation sûre et efficace de tous les PPP qui peuvent être appliqués.</p> <p>Tous les PPP stockés sont conservés dans les contenants et emballages d'origine.</p>	M	
CB. 7.7.2	Les PPP sont-ils stockés dans un lieu qui est en bon état ?	<p>La structure des installations de stockage est en bon état et solide.</p> <p>Les capacités de stockage sont adaptées au volume maximal de PPP à stocker. Les PPP sont stockés de manière à limiter les dangers pour les employés et les risques de contamination croisée entre PPP ou avec d'autres produits.</p>	m	
CB. 7.7.3	Les PPP sont-ils stockés dans un lieu qui est adapté aux conditions de température?	Les PPP sont entreposés conformément aux recommandations sur les étiquettes.	m	
CB. 7.7.4	Les PPP sont-ils stockés dans un lieu qui est bien ventilé (s'il s'agit d'un local accessible à l'homme) ?	Les installations de stockage des PPP disposent d'une ventilation d'air frais suffisante et constante afin d'éviter la formation de vapeurs nocives.	m	
CB. 7.7.5	Les PPP sont-ils stockés dans un lieu qui est bien éclairé ?	Les installations de stockage des PPP disposent, ou sont situées dans des zones qui disposent, d'un éclairage suffisant, naturel ou artificiel, de sorte que toutes les étiquettes des produits soient bien lisibles sur les étagères.	m	

N°	Point de contrôle	Critères de conformité	Niveau d'exigence	✓ ✗
CB. 7.7.6	Les PPP sont-ils stockés à distance des autres matières ?	Le minimum requis est de prévenir toute contamination croisée entre les PPP et d'autres surfaces ou matériels qui peuvent entrer en contact avec la partie consommable des cultures au moyen d'une barrière physique (mur, bâchage, etc.)	m	
CB. 7.7.7	Toutes les étagères de stockage des PPP sont-elles faites de matières non absorbantes ?	Les installations de stockage des PPP sont équipées d'étagères non absorbantes en cas de déversement accidentel, (par ex. des étagères en métal ou en plastique rigide ou recouvertes d'un revêtement imperméable, etc.)	m	
CB. 7.7.8	L'entrepôt des PPP est-il en mesure de retenir un déversement accidentel ?	Les installations de stockage des PPP disposent de réservoirs représentant 110 % du volume du plus grand conteneur de liquide stocké, de façon à éviter toute fuite susceptible de contaminer l'extérieur de l'entrepôt.	m	
CB. 7.7.9	Existe-t-il des installations d'urgence conçues pour faire face à un déversement accidentel ?	Les installations de stockage PPP et tous les endroits réservés au remplissage ou au mélange sont équipés d'un récipient contenant des matières inertes absorbantes (comme du sable, une balayette et une pelle et des sacs en plastique), lequel récipient doit être placé dans un lieu fixe, pour servir exclusivement en cas de déversement accidentel des PPP.	m	
AF 4.4.2	Les vêtements de protection sont-ils entreposés de façon à empêcher toute contamination des vêtements personnels ?	Tous les vêtements et équipements de protection, y compris les filtres de remplacement, etc., doivent être entreposés en dehors du local phytopharmaceutique et séparés physiquement de tout autre produit chimique susceptible de contaminer les vêtements ou l'équipement.	M	
CB. 7.7.11	Les PPP homologués pour les cultures GLOBALG.A.P. sont-ils entreposés dans l'entrepôt à distance des PPP utilisés à d'autres fins ?	Les PPP utilisés à d'autres fins que les cultures enregistrées ou certifiées (ex : usage jardin) sont clairement identifiés et stockés séparément dans le local des PPP.	m	
CB. 7.7.12	Les liquides sont-ils stockés sur des étagères qui ne sont jamais situées au-dessus des poudres ?	Tous les PPP sous forme de solutions liquides sont stockés sur des étagères qui ne sont jamais situées au-dessus des produits formulés en poudre ou en granulés.	m	

N°	Point de contrôle	Critères de conformité	Niveau d'exigence	✓ ✗
CB 7.7.14	La procédure à suivre en cas d'accident est-elle visible et accessible à moins de 10 mètres du local de stockage des PPP/ produits chimiques ?	Une procédure permanente à suivre en cas d'accident contenant : → la référence de carte ou l'adresse de l'exploitation, → la ou les personnes à contacter, → une liste actualisée des numéros de téléphone pertinents (police, ambulance, hôpital, pompiers, accès à des soins médicaux d'urgence sur site ou après un transport, fournisseurs électricité d'eau et de gaz), et montrant visuellement les étapes de base des premiers soins en cas d'accident doit être accessible à tous à moins de 10 mètres des installations de stockage des PPP/produits chimiques et des lieux réservés au mélange.	m	
CB 7.7.15	Des installations sont-elles mises à disposition des opérateurs pour faire face à toute contamination accidentelle ?	Les installations de stockage des PPP/ produits chimiques ainsi que toutes les zones de remplissage/mélange présentes sur l'exploitation disposent d'un kit de nettoyage oculaire, d'une source d'eau propre à une distance maximale de 10 mètres et d'une trousse de premiers secours contenant les matériels de secours appropriés. Tous ces matériels sont clairement et durablement identifiés par des panneaux.	m	
Gestion et accès				
CB. 7.7.10	Les clés et l'accès à l'installation de stockage des PPP sont-ils limités au personnel ayant reçu une formation officielle à la manipulation des PPP ?	Les installations de stockage des PPP sont fermées à clé et l'accès physique à ces endroits n'est autorisé qu'en présence de personnes qui peuvent prouver qu'elles ont reçu une formation officielle leur permettant de manipuler et utiliser les PPP en toute sécurité.	m	
Obligations du gestionnaire				
CB. 7.1.4	Les factures des PPP enregistrés sont-elles conservées ?	Les factures ou étiquettes d'emballages des PPP enregistrés utilisés doivent des PPP enregistrés doivent être conservées et disponibles au moment du contrôle externe.	m	
C.B 7.3.1 à 7.3.7 : L'ensemble des applications enregistrées fait-il l'objet d'enregistrements, qui reprennent les éléments suivants				
CB 7.3.1	Nom de la culture et/ ou variété traitée ?	Tous les enregistrements relatifs à l'utilisation des PPP mentionnent la culture et/ou la variété traitée.	M	
CB.7.3.1	Lieu d'application ?	Tous les enregistrements relatifs à l'utilisation des PPP mentionnent la zone géographique, le nom ou la référence de l'exploitation agricole, le champ, le verger ou la serre où se situe la culture.	M	

N°	Point de contrôle	Critères de conformité	Niveau d'exigence	✓ ✗
CB 7.3.1	Date d'application ?	Tous les enregistrements relatifs à l'utilisation des PPP mentionnent les dates exactes (jour/mois/année) et l'heure de fin de l'application. La date d'application réelle (date de fin, si l'application dure plus d'une journée) doit être enregistrée.	M	
CB 7.3.1	Dénomination commerciale du produit et de la matière active ?	Tous les enregistrements relatifs à l'utilisation des PPP mentionnent la dénomination commerciale complète (y compris la formulation) et la substance active ou l'organisme bénéfique avec son nom scientifique.	M	
CB 7.3.1	Délai avant récolte (DAR) ?	Pour toutes les applications de PPP, le DAR indiqué sur l'étiquette du produit est enregistré. Si l'étiquette ne mentionne pas de DAR, les recommandations des sources officielles sont appliquées.	M	
CB 7.3.2	Opérateur ?	Les enregistrements désignent l'opérateur qui a réalisé l'application des PPP. Si un seul applicateur réalise toutes les applications, il est acceptable de n'enregistrer qu'une seule fois les informations concernant ce dernier.	m	
CB 7.3.3	Motif d'application ?	Le nom du ou des parasites, maladies et/ou mauvaises herbes traités est documenté dans tous les enregistrements d'application de PPP. Si des noms communs sont utilisés, alors ils doivent correspondre aux noms figurant sur l'étiquette.	m	
CB 7.3.4	Autorisation technique de l'application ?	Les enregistrements désignent le responsable technique qui décide de l'utilisation et du dosage des PPP à appliquer.	m	
CB 7.3.5	Quantité de produit appliqué ?	Tous les enregistrements relatifs à l'utilisation des PPP mentionnent la quantité de produits appliquée en termes de poids ou de volume, ou la quantité totale d'eau (ou de tout autre vecteur du produit utilisé), et le dosage en gr/l ou autres mesures internationalement reconnues pour le PPP.	m	
CB 7.3.6	Machines utilisées pour l'application ?	Tous les enregistrements relatifs à l'utilisation des PPP mentionnent de manière détaillée le type de machine utilisé (c.-à-d. pulvérisateur à dos, mode d'utilisation à volume élevé, préparation à très faible volume, recours au système d'irrigation, au poudrage, à la nébulisation thermique, à la pulvérisation aérienne, ou à une autre méthode) pour tous les PPP appliqués.	m	
CB 7.3.7	Conditions météorologiques au moment de l'application ?	Les conditions météo locales influençant l'efficacité du traitement ou la dérive sur les cultures voisines sont enregistrées pour toutes les applications de PPP.	m	
CB. 7.7.13	Un état des stocks de PPP ou un registre d'utilisation à jour est-il disponible ?	Un état des stocks (type et volume des PPP stockés) est mis à jour dans un délai d'un mois après tout mouvement (entrées et sorties) des stocks. La mise à jour des stocks peut être calculée par l'enregistrement des fournitures (factures ou autres enregistrements de réceptions de PPP) et de l'utilisation des PPP (traitements/applications) mais des contrôles réguliers de l'état réel des stocks sont également être réalisés pour éviter les écarts par rapport aux calculs.	m	

La reproduction, l'adaptation ou la traduction, par quelque procédé que ce soit, est interdite sauf autorisation des éditeurs ou de leurs ayants droit.

La responsabilité des éditeurs ne saurait être engagée en ce qui concerne l'actualité, l'exactitude, l'intégrité ou la qualité des informations mises à disposition.

Guide pour la mise aux normes des locaux de **stockage**
des produits **phytopharmaceutiques** à usage **professionnel**



Comité régional PHYTO -
asbl CORDER
Laurence Janssens
Croix du Sud 2, L7.05.03
1348 Louvain-la-Neuve
Tel : +32 (0) 10 47 37 54
crphyto@uclouvain.be
www.corder.be/crphyto



PROTECT'eau

PROTECT'eau asbl

Armelle Copus
Avenue de Stassart 14 - 16
5000 Namur
Tel : + 32 (0) 81 72 89 92
info@protecteau.be
www.protecteau.be



PreventAgri 

PreventAgri

Frédéric Gastiny
Rue du Roi Albert 87
7370 Dour
Tel : +32 (0) 65 61 13 70
info@preventagri.be
www.preventagri.be